

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

FOCUS Scorpion



DOSSIER
**Reconversion,
mode d'emploi**

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

FORCES EN ACTION

- 4 Riposte en Centrafrique
- 6 Caraïbe 2014 : au secours de Marie-Galante
- 10 Rochambeau : certification de la force franco-britannique
- 12 Secours au combat en Arizona
- 14 Les opérations en bref

FOCUS REFORME

- 16 Le soutien poursuit sa mutation
- 18 Brèves

DOSSIER

- 20 1944 : ils débarquent !

FOCUS DEFENSE

- 32 Blessés : toujours mieux accompagnés
- 36 CSOA : interview du général Philippe Boussard
- 38 Scorpion : la révolution de l'armée de Terre en marche
- 44 Interview du colonel Michel Delion, adjoint Terre du CPCO et docteur en histoire
- 46 Repères

DOSSIER

- 48 Reconversion mode d'emploi

DETOURS

- 62 Culture. Grande Guerre : l'héritage
- 66 Kiosque

PRÊT À L'ENGAGEMENT

ÉDITORIAL



RÉMI CONNAN@DICOD

Thème du salon des équipements de défense terrestre Eurosatory qui ouvre ses portes le 16 juin à Villepinte, « prêt à l'engagement » correspond parfaitement à l'outil de défense de la France, avec ses armées et ses équipements. Prêt pour le présent, avec des forces capables de s'engager simultanément sur plus d'un théâtre d'opération dans un cadre autonome ou multinational, mais prêt aussi

pour l'avenir, avec des programmes ambitieux fixés par une loi de programmation militaire dont le cadre vient d'être confirmé et les financements consolidés par le président de la République.

Parmi ces programmes, le plus significatif pour l'armée de Terre est Scorpion, qui fédère un grand nombre de petites et grandes entreprises dans ses matériels majeurs des fonctions renseignement, contact, appui, protection et soutien des forces. À lui seul, il préserve à la fois les capacités futures de l'armée de Terre et le maintien de la base industrielle et technologique de défense.


Comme prévu par le Livre blanc 2013, des programmes ambitieux visent à maintenir et renforcer le niveau de performance opérationnelle des armées françaises et la capacité de la France à assumer, si nécessaire seule et sans préparation, des projections de forces partout où l'exige son rang de puissance membre du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le ministère de la Défense est présent à Eurosatory sur trois emprises : un stand principal mettant en valeur les matériels majeurs et les innovations de la DGA, un pôle simulation et, à l'extérieur, les moyens du Service des essences des armées. Beaucoup de ces matériels seront présentés par les militaires les ayant mis en œuvre sur les différents théâtres, qui partageront avec les visiteurs leur expérience opérationnelle. Ainsi seront conjugués le savoir-faire des combattants et les matériels de très haut niveau technologique désormais « *combat proven* » et capables de séduire des pays amis et alliés de la France.

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Pierre Bayle. **Chef du département rédactions** : lieutenant-colonel (air) Antoine Plantard. **Rédacteur en chef** : lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. **Secrétaire générale de rédaction** : Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction** : Yves Le Guludec, Patrice Mayon (Key Graphic). **Directrice artistique** : Micheline Jérôme (Key Graphic). **Chef des reportages** : adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction** : capitaine (terre) Flora Cantin (33 18), Paul Hessenbruch (55 05), Éléonore Krempff (44 35), lieutenant de vaisseau (marine) Sandra Lewinski (40 04), capitaine (air) Laetitia Perier (45 83), Loïc Picard (44 53). **Prestations extérieures** : Jean-Claude Jaeger, lieutenant (air) Marianne Jeune, Guillaume Lasconjaris. **Service photo** : Jean-Jacques Chatard (46 98), maréchal des logis-chef (terre) Rym Senoussi (48 40). **Service icono** : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication** : Thierry Lepsch : 01 53 42 87 79. **Photogravure** : Key Graphic. **Impression** : Groupe Maury Imprimeur. **Routage** : EDIACA. **Dépôt légal** : février 2003. Dicod - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. **N° ISSN** : 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD)** : 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit** : sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. celine.butaud@intradef.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD)** : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture** : Scorpion - composition graphique : Alexandre Gomy@ECPAD



Dans l'après-midi du 5 mai, à 450 kilomètres au nord-ouest de Bangui, la capitale centrafricaine, un détachement de Sangaris a essuyé l'attaque d'un groupe d'une quarantaine d'individus lourdement armés. Les militaires français effectuaient une mission de reconnaissance entre Bossangoa et Paoua lorsque, arrivés à hauteur de Boguila, ils ont été prévenus de la progression rapide de rebelles vers ce site. Après s'être déployés pour protéger le lieu et barrer la route à la colonne de pick-up et de motos qui avançait, les Français ont été violemment pris à partie. Conformément aux règles d'engagement, le GTIA Dragon a fait usage de son armement lourd, incluant missiles anti-chars et mortiers. Le détachement a reçu un appui des avions de chasse français de N'Djamena (Tchad). Une partie du groupe armé a été détruite, le reste des agresseurs s'est replié. Les combats, qui ont duré plus de trois heures, ont cessé à la tombée de la nuit. Aucun soldat français n'a été blessé. Le lendemain, les militaires ont procédé à des patrouilles dans cette zone difficile d'accès où des exactions ont été commises, notamment à l'hôpital de Boguila, lors de l'attaque du 26 avril qui avait fait 22 morts, parmi lesquels trois employés de Médecins sans Frontières. ■

Laetitia Perier

Riposte en Centrafrique



FORCES EN ACTION

Caraïbe 2014



Au secours de Marie-Galante

Les deux chalands de transport du *Mistral* assurent à tour de rôle l'acheminement de troupes et de véhicules jusqu'à la côte et embarquent des victimes qui seront soignées sur le BPC.



Caraiïbe 2014, qui s'est déroulé du 12 au 20 mai sur l'île de Marie-Galante, simulait une opération de secours auprès d'une population touchée par un important séisme. L'exercice, qui a réuni près d'un millier de militaires, a permis aux nombreux acteurs – BPC *Mistral*, forces armées aux Antilles, forces armées de Guyane, Samu, Croix-Rouge... – de renforcer leur coopération et de roder leurs procédures.

FORCES EN ACTION



Au cours des deux derniers siècles, le bassin Caraïbe a connu plus de 2 000 séismes, parmi lesquels trois ont été majeurs.

Ci-dessus : le 11 mai, à Fort-de-France, une centaine de militaires du détachement terre Antilles du 33^e régiment d'infanterie de marine (DTA-33^e RIMa) embarque à bord du bâtiment de transport léger *Dumont d'Urville* pour participer à l'exercice.

En haut à droite : selon le scénario de l'exercice, un gendarme a été blessé après une altercation avec des villageois. L'équipe médicalisée des forces armées aux Antilles est appelée en renfort pour prendre en charge le militaire et l'évacuer vers le poste de secours mobile du Samu.

Ci-contre : 58 malles de matériel médical du Samu ont été transportées par Casa jusqu'à Marie-Galante. Elles serviront à constituer un poste de secours mobile qui permettra la prise en charge de 400 victimes durant une période 24 à 48 heures.

Ci-dessous : le colonel Bruno Yver, chef du PC avant et chef de corps du DTA-33^e RIMa, présente le fonctionnement du poste de commandement avancé à plusieurs élus de Marie-Galante.

En bas à droite : le *Dumont d'Urville* est sur le point d'accoster sur le quai de Folle Anse pour y débarquer une dizaine de véhicules tactiques du DTA-33^e RIMa.





Protéger et secourir! Les forces armées aux Antilles (FAA) se sont entraînées à l'une de leurs principales missions de crise : le secours d'urgence dans une zone touchée par une catastrophe naturelle majeure. Du 12 au 20 mai, dans le cadre de l'exercice interarmées et interministériel Caraïbe 2014, elles ont assisté la population de Marie-Galante, frappée par un séisme de forte magnitude. Cette simulation de catastrophe a également constitué le point de départ d'une importante manœuvre logistique interarmées avec la projection de forces depuis la Martinique et la Guadeloupe et l'intégration de renforts de métropole. Les forces armées françaises n'avaient pas déployé de tels moyens dans la zone depuis le tremblement de terre de janvier 2010 en Haïti.

Caraïbe 2014 a réuni près d'un millier de militaires des forces armées des Antilles et de Guyane, du régiment du service militaire adapté (RSMA) de Guadeloupe et, pour la première fois, du bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Mistral*, actuellement en mission Jeanne-d'Arc. La première phase de l'exercice a permis de roder les procédures entre les états-majors civils et militaires et les forces sur le terrain ainsi que de tester la montée en puissance en temps réel des structures zonales et interministérielles de gestion de crise. Le centre opérationnel départemental de Guadeloupe a recueilli les premières informations de la zone, tandis qu'en Martinique, le centre opérationnel zonal sollicitait les FAA pour intervenir sur Marie-Galante, où les moyens de secours civils manquaient cruellement.

Des moyens imposants

Le 14 mai, le bâtiment de transport léger *Dumont d'Urville* a assuré une première rotation entre Pointe-à-Pitre et l'île sinistrée pour débarquer des soldats du détachement terre Antilles du 33^e régiment d'infanterie de marine (DTA-33^e RIMa), des véhicules tactiques et du fret humanitaire. Un *Casa* en provenance de Guyane a projeté une équipe de reconnaissance pour évaluer l'ampleur des dégâts. Les militaires ont pris la température auprès de la population locale. Un poste de commandement avancé a été installé à proximité de l'aérodrome de Grand-Bourg.

Les animateurs de l'exercice ont fait augmenter la pression. Dans les états-majors comme sur le terrain, les participants ont dû à la fois poursuivre l'acheminement de fret, conduire des opérations de secours et gérer des événements imprévus. Alors qu'une section de

déblaiement du RSMA Guadeloupe participait à la recherche de disparus, un groupe de travaux publics a été appelé en renfort pour réaliser des travaux de voirie à proximité d'un site touristique. L'arrivée sur zone du *Mistral* le 17 mai au matin n'est pas passée inaperçue. Le BPC constitue un renfort d'exception dans le cadre d'une opération de secours d'urgence puisque le bâtiment dispose d'une capacité importante de transport de troupes, de matériel et de fret humanitaire et d'un hôpital embarqué permettant la prise en charge de blessés en grand nombre. C'était un navire de la génération précédente, plus petit, le transport de chalands de débarquement *Siroco*, qui avait rejoint les Antilles après le séisme en Haïti. La participation du *Mistral* a permis d'entraîner l'état-major des FAA à mettre en œuvre de nouveaux moyens d'action tels qu'une flottille amphibie, un groupement aéromobile et un groupe tactique de l'armée de Terre.

Des habitants impliqués

Le réalisme de cet entraînement a été accentué par la participation de Marie-Galantais qui ont accepté de jouer à terre le rôle de réfugiés. Le Samu et la Croix-Rouge française étaient également présents. Un dispositif d'accueil de réfugiés et du matériel de secours ont été transportés par le *Dumont d'Urville* et le *Casa*. Des médecins du Samu de Guadeloupe ont embarqué sur le *Mistral* pour une journée d'interactions avec les marins. Ces derniers en ont profité pour roder leurs procédures dans le domaine des opérations humanitaires. À travers Caraïbe 2014, les FAA ont démontré leur capacité d'intervention dans toute la Caraïbe. Quand au BPC, il a prouvé une fois de plus qu'il constituait un moyen militaire parfaitement adapté pour conduire des missions humanitaires ou d'évacuation de ressortissants. Au cours des deux derniers siècles, le bassin Caraïbe a connu plus de 2000 séismes, parmi lesquels trois majeurs : celui du 11 janvier 1839 en Martinique (de 300 ou 700 morts selon les sources), celui du 8 février 1843 en Guadeloupe (3000 morts, 1500 blessés) et celui du 12 janvier 2010 à Haïti (300000 morts environ). Le 16 mai, pendant l'exercice, un séisme de magnitude 6 s'est déclenché à 168 kilomètres au nord-est de la Guadeloupe, heureusement, sans faire de dégâts. ■



Scannez le QR code
pour en savoir
plus sur l'exercice.



FORCES EN ACTION

Rochambeau **Certification de la for**





ce franco-britannique

Depuis la signature du traité de Lancaster House, en novembre 2010, la France et le Royaume-Uni s'attachent à renforcer leur coopération bilatérale. À ce titre, deux grandes initiatives de coopération opérationnelle sont mises en œuvre : la capacité à déployer un groupe aéronaval binational permanent à l'horizon 2020, ainsi que la mise sur pied d'une force expéditionnaire non permanente interarmées et interalliée, la *Combined Joint Expeditionary Force* (CJEF) d'ici 2016. C'est dans ce cadre que s'est tenu, du 12 au 22 mai sur les camps militaires de Moummelon, Mailly et Suippes, l'exercice Rochambeau 2014 auquel participaient 3 200 militaires issus de 14 nations. Objectif : la certification de la composante terrestre dans les conditions d'une coalition internationale, le renforcement de l'interopérabilité franco-britannique, mais également de l'interopérabilité de cette force binationale avec d'autres pays alliés, grâce notamment à l'utilisation de procédures de l'Otan et à la mutualisation des moyens. Rochambeau s'inscrit ainsi dans le cycle de certification entamé en 2011 avec l'exercice Flandres. Divisé en trois phases, ce processus s'étale sur cinq ans. Après la validation des composantes terre, air et mer, l'année 2015 mènera à la certification interarmées, puis à la certification de la force dans un ensemble interallié en 2016. ■

Loïc Picard

Secours au combat en Arizona

Pour la première fois, l'armée de l'Air française a participé à l'exercice de *personnel recovery* Angel Thunder sur la base aérienne de Davis-Monthan, en Arizona (États-Unis). Du 5 au 16 mai, deux Caracal de l'escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées et deux équipes du commando parachutiste de l'air n° 30, spécialistes incontestés de la recherche et du sauvetage au combat, ont pu confronter leur savoir-faire à celui de participants d'une dizaine d'autres nations. Après une phase d'entraînements variés (ravitaillement en vol, poser poussière...), la montée en puissance du scénario a permis d'effectuer de véritables *composite air operations* (dispositif complexe d'aéronefs réalisant plusieurs missions). De jour comme de nuit, la *french air force* a travaillé avec des ravitailleurs C-130 américains, des hélicoptères Apache et Pave Hawk, un avion radar Awacs, des F-16 ou encore des avions d'attaque au sol A-10. À la fin de l'exercice, le constat était unanime. « *Aujourd'hui, si les États-Unis devaient partir avec un partenaire, ce serait sans aucun doute avec la France* », a déclaré l'un des organisateurs. ■

Marianne Jeune, Sirpa air





08/05 MALI 8^e SOLDAT MORT POUR LA FRANCE DURANT SERVAL

Le sergent-chef Marcel Kalafut, du 2^e régiment étranger de parachutistes (2^e REP), a été tué lors d'une mission d'infiltration dans le nord-est du Mali. Le véhicule léger dans lequel il se trouvait a sauté sur un engin explosif à une vingtaine de kilomètres à l'est de Tessalit, le blessant ainsi que deux autres militaires. Ils ont immédiatement été transportés vers Tessalit par hélicoptère, pour être pris en charge par une équipe médicale française présente sur ce site. Le sergent-chef Kalafut n'a pas survécu à ses blessures. Son corps, ainsi que les



deux blessés plus légers, ont été transportés vers Gao en fin de nuit. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a présidé mardi 13 mai dans la matinée la cérémonie d'hommage funèbre qui s'est tenue au camp Raffalli (Calvi) où est basé le 2^e REP.

À cette occasion, il a rappelé le « *dévouement hors pair* » et la « *disponibilité sans faille* » du sergent-chef Kalafut, « *soldat d'exception* ». Le sergent-chef Kalafut est le 8^e soldat français tué au Mali depuis le déclenchement de l'opération Serval.

15/05 TCHAD LE GÉNIE DE L'AIR RECONSTRUIT À N'DJAMENA

La régionalisation des opérations dans la bande sahélo-saharienne va faire de la base de N'Djamena le nouveau centre de gravité du commandement des opérations de la zone. Les travaux d'infrastructure engendrés sont donc conséquents. Pour supporter un flux logistique de plus en plus important, la plate-forme aéronautique militaire de N'Djamena va être entièrement refaite par le 25^e régiment du génie de l'air. Les 60 personnes du détachement « *composante lourde de la force Épervier* » ont pour mission de transformer une zone entièrement marécageuse en un parking pouvant accueillir de gros-porteurs (type A400M). Entièrement autonome, de la conception à la réalisation, le régiment du génie de l'air va œuvrer durant plus de 35 semaines pour réaliser cette plate-forme. Depuis le 31 mars, Épervier est sous le contrôle opérationnel de la force Serval dans le cadre de la régionalisation des opérations dans la bande sahélo-saharienne. À terme, le commandement unique des opérations sera transféré de Bamako vers N'Djamena.



19/04 LIBAN INAUGURATION D'ACTIONS CIVILO-MILITAIRES DE LA FCR



La Force Commander Reserve (FCR) de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a inauguré deux projets menés dans le cadre d'actions civilo-militaires dans les communes de Qallawiyah

et de Burj Qallawiyah. Ces inaugurations font suite au don par la FCR d'un groupe électrogène à la ville de Qallawiyah, et à la contribution du contingent français à la construction de la mairie de Burj Qallawiyah.

04/05 FRANCE INTERVENTION D'UN RAFALE DE LA PERMANENCE OPÉRATIONNELLE

Un Rafale de la permanence opérationnelle a décollé de Mont-de-Marsan pour intercepter un avion de ligne effectuant un vol entre Rome et Washington, afin de s'assurer de ses intentions et lui porter assistance au besoin. L'appareil ne répondait plus à la radio et s'écartait de sa route. La mission s'est arrêtée lorsque le chasseur a rejoint l'aéronef commercial, celui-ci ayant pu rétablir le contact. Au cours de ce vol, le Rafale a franchi le mur du son pour rejoindre rapidement l'avion de ligne, provoquant un bang supersonique.

25/04 Océan Indien LE FLORÉAL PORTE ASSISTANCE À UN NAVIRE SEYCHELLOIS

La frégate de surveillance *Floréal* a porté assistance à quatre pêcheurs dont le bateau, en panne de moteur, tentait de rejoindre les garde-côtes seychellois. Le bâtiment français a déployé une équipe d'assistance composée d'un médecin, d'un mécanicien, d'un chef équipe de visite et d'un pilote d'embarcation. Les Français ont ravitaillé le navire en eau, en vivres et en gazole et ont réparé son moteur.

mai RCA SANGARIS POURSUIT SA MISSION D'APPUI À LA MISCA



À Bangui, la situation reste calme et la reprise de la vie économique se poursuit. Le GTIA Savoie effectue des patrouilles quotidiennes avec la Misca. Celles-ci n'ont fait l'objet d'aucune réaction

hostile de la part de la population. Le détachement de gendarmerie poursuit quant à lui ses patrouilles aux côtés des forces de sécurité intérieures centrafricaines. La mission de reconnaissance et de

contrôle de zone dans le nord-ouest s'est achevée et le GTIA Dragon a rejoint Bossangoa le 18 mai pour se redéployer le long de la *Main Supply Road*, axe logistique reliant la capitale au Cameroun. Sur cette route, le trafic de poids lourds qui s'effectue sans encombre témoigne d'une situation sécuritaire stable. Dans l'est, également en appui de la Misca, le GTIA Scorpion continue la sécurisation de l'axe Sibut-Bria. La force Sangaris compte toujours 2 000 hommes. Le contingent de l'Eufor-RCA se monte à 200 hommes.

21-22/04 MALI DONS DE MÉDICAMENTS PAR SERVAL

L'unité médicale de transit (UMT) de la force Serval, basée sur le camp Damien-Boiteux à Bamako, a réalisé un don important de médicaments et de petits matériels chirurgicaux au profit des enceintes médicales militaires maliennes de Kidal et de Gao, ainsi qu'à l'hôpital civil Mali Gavardo de Bamako. Durant

quatre semaines, l'équipe de l'UMT a trié les produits utilisables, les a conditionnés puis placés sur palettes. Au total, 320 kilos de médicaments et de matériel chirurgical (pansements, désinfectants, fil de suture...) ont été acheminés par voie aérienne sur Kidal et Gao, et 600 kilos vers l'hôpital Mali Gavardo.



01/05 CÔTE-D'IVOIRE LA FORCE LICORNE S'ENTRAÎNE AU CONTRÔLE DE FOULE



Sur le camp de Port-Bouët, à Abidjan, la force Licorne a réalisé un exercice de contrôle de foule. Durant toute la matinée, les 120 militaires de la compagnie du 2^e régiment d'infanterie de Marine qui appartient à la force se sont entraînés à mettre en œuvre les différentes techniques permettant de contrôler un rassemblement

important de population. L'exercice, réaliste par les situations imaginées et les moyens déployés, a permis aux marsouins de se préparer à réagir face à une foule hostile, sous différentes configurations. Cette compétence inclut la réaction et la manœuvre en vue de canaliser ou de disperser des individus agissant en groupe.

Le soutien poursuit sa mutation

La transformation du soutien qui a débuté en février doit s'achever le 1^{er} septembre. Durant trois mois, un travail de terrain a permis de communiquer sur les enjeux de la réforme et de prendre en compte les premiers retours sur sa mise en œuvre. Un séminaire a dressé fin mai un bilan de mi-parcours.

Depuis le 1^{er} février, dans le cadre de la réalisation du plan de transformation du soutien, 17 bases de défense (BdD) préfigurent le nouveau modèle. Cette nouvelle organisation repose essentiellement sur la mise en œuvre de la politique du « bout en bout », qui signifie que les services seront entièrement responsables des prestations de soutien délivrées, de leur conception à leur fourniture. Cette transformation se traduit par le transfert de l'autorité hiérarchique sur les groupements de soutien de base de défense (GSBdD) du Centre de pilotage et de conduite du soutien (CPCS) vers le Service du commissariat des armées (SCA) pour tout ce qui concerne l'administration générale et le soutien commun (AGSC), et vers le Service d'infrastructure de la Défense (SID) pour les régies infrastructure.

« Cette nouvelle organisation est plus cohérente avec la logique métier que nous avons voulu insuffler. Elle est aussi plus claire et totalement transparente pour les formations soutenues », explique le vice-amiral d'escadre Chaplet, commandant interarmées du soutien.

Trois mois après le début de la phase de préfiguration, plusieurs enseignements importants ont pu être tirés grâce à l'implication de tous les acteurs et dans le cadre d'une démarche combinée entre l'administration centrale et les responsables zonaux et locaux. Un système de remontée d'information régulier interne au CPCS, au SCA et au SID a été mis en place et

complété par une équipe d'appui terrain (EAT). Cette dernière, composée de représentants provenant de l'État-Major des armées (EMA) et des directions centrales du SCA et du SID, s'est déplacée de février à avril dans les EMSD (états-majors de soutien défense) et les BdD pour proposer un appui méthodologique et recueillir les propositions locales. Ce double dispositif a permis un échange très direct et un retour d'information partagé, dense et exploité au plus vite.

Au plus près des réalités

Les souteneurs du niveau local ont pu mieux discerner les objectifs de la transformation ainsi que les attentes des organismes centraux. De son côté, l'équipe d'appui terrain a bénéficié d'une bien meilleure compréhension des difficultés auxquelles sont confrontés les acteurs locaux. « Ces rencontres nous ont permis d'aller constater avec ceux qui mettent en œuvre la préfiguration les bonnes pratiques du niveau local et de faire remonter les difficultés », analyse le général Tourailles, chef de l'équipe appui terrain.

Durant la période de préfiguration, 37 projets du domaine AGSC sont développés pour améliorer la qualité du soutien. Une fois éprouvés et généralisés, ces derniers faciliteront les démarches des unités soutenues tout en permettant gain de productivité pour les souteneurs. Parmi ces desseins, celui de l'« E-hôtel » a notamment pour objectif de refondre et de moderniser le processus actuel

de réservation dans l'hôtellerie militaire via un portail de réservation en ligne. « Chacun de ces projets expérimentaux porte l'esprit qui sous-tend le futur projet de service : la modernité au service de l'efficacité, de la simplicité et de la qualité », souligne le directeur du SCA, le commissaire général hors classe Jean-Marc Coffin.

Le Service d'infrastructure de la Défense a pour sa part entrepris le recensement de la filière des régies infrastructure pour en assurer sa bonne intégration au sein du service. Les missions qui incombaient aux GSBdD seront reprises par les services locaux du SID et le transfert des personnels est étudié en veillant à conserver la relation de proximité existante et à prendre en compte les situations individuelles. Le cas plus particulier des électrotechniciens présents sur les bases aériennes fera l'objet d'une expérimentation spécifique menée sur six bases jusqu'au mois de septembre prochain.

Coordonner, déléguer et arbitrer

Le dernier pilier de la transformation des soutiens repose sur les nouvelles attributions confiées aux commandants de base de défense (COMBdD). Dans le nouveau modèle, le COMBdD se recentre en effet sur l'arbitrage, la priorisation des besoins et la coordination des acteurs, souteneurs comme soutenus, afin d'obtenir le meilleur niveau de qualité du service rendu. Sa position de référent au niveau local se voit ainsi renforcée. Il passe d'une logique de « faire » à une logique de



© J.-J. CHATARD/DICOD

Organisé par l'État-Major des armées, un séminaire sur la transformation du soutien 2014-2019 s'est tenu les 26 et 27 mai à l'École militaire, à Paris.

« faire faire », grâce notamment à des appuis externes. Coordinateur et arbitre du soutien au niveau local, le COMBdD est le correspondant direct du CPCS qui assure les responsabilités de niveau national. Ce lien direct permet une grande réactivité dans la remontée d'information et la prise en considération des problématiques de terrain ; tandis qu'il favorise la prise en compte rapide des directives, notamment celles du comité ministériel et du conseil des bénéficiaires, en direction des échelons locaux.

Un séminaire s'est tenu les 26 et 27 mai à l'École militaire à Paris, avec l'ensemble des acteurs préfigurateurs pour dresser un bilan et donner les directives permettant au personnel

des bases non préfiguratrices de s'engager dans la transformation, en bénéficiant de l'expérience accumulée. « *La réflexion des COMBdD sur la nouvelle gouvernance et les conditions de son exercice sont importantes car pragmatiques et sans a priori* », explique le commandant interarmées du soutien, l'amiral Chaplet.

La réforme en bonne voie

Dès aujourd'hui et jusqu'à septembre, les travaux issus de ce séminaire permettront de consolider le modèle et de diffuser les bonnes pratiques à l'ensemble des acteurs de terrain non préfigurateurs. Au 1^{er} septembre, la nouvelle organisation du soutien sera effective pour l'ensemble des 60 BdD.

La transformation du soutien s'inscrit en parfaite cohérence avec les objectifs du Livre blanc de 2013. Par sa mise en œuvre, elle permettra, à l'horizon 2020, de disposer au sein du ministère de la Défense d'une fonction soutien à la performance accrue. Dans sa mise en œuvre au sein des armées, directions et services, la transformation du soutien nécessite « *de penser et d'agir autrement, ensemble, pour continuer à faire au mieux. Soutenants ou soutenus, civils et militaires : tous servent le même objectif, tous œuvrent pour une même finalité : le succès opérationnel* », a rappelé le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées. ■

Paul Hessenbruch

BALARD : PREMIÈRES LIVRAISONS PRÉVUES À PARTIR FÉVRIER 2015

Le projet de regroupement sur le site de Balard a été lancé en 2009 et le groupement Opale Défense a commencé les travaux en 2012. La Délégation pour le regroupement des états-majors, directions et services centraux du ministère de la Défense pilote et coordonne le programme sous l'autorité du secrétaire général pour l'administration. Ce projet poursuit trois objectifs : améliorer la gouvernance grâce au regroupement sur un seul site ; améliorer les conditions de travail ; optimiser les soutiens et réduire les dépenses. Plus qu'un regroupement physique, c'est un nouveau mode de fonctionnement du ministère qui est recherché. Le fait de

s'installer sur un site unique permet de regrouper les centres opérationnels et de rapprocher les fonctions de soutien. Il accueillera à terme 9300 agents civils et militaires dans des bâtiments équipés de systèmes d'information pleinement installés. Tous les bureaux seront livrés entièrement meublés.

Compte tenu des difficultés liées aux travaux de dépollution des terrains, le ministère de la Défense a renégocié avec le groupement Opale pour fixer les délais définitifs de livraison. Le secrétaire général pour l'administration a signé un avenant au contrat qui fixe la date de livraison pour la partie neuve, dite parcelle ouest,



L. ZYLBERMAN@GRAPHIX-IMAGES

au 28 février 2015. Pour la parcelle est, comprenant une grande part de bâtiments réhabilités, la livraison est prévue entre février et avril 2015, conformément au calendrier initial. Le déménagement s'effectuera de mars à octobre 2015,

avec la volonté qu'un bureau quitté un jour soit opérationnel dès le lendemain sur le nouveau site. Le déménagement complexe du bloc opérationnel et des états-majors devrait se faire avant l'été 2015.

TROIS CANDIDATS EN COMPÉTITION POUR LE REMPLACEMENT DE LOUVOIS

Depuis sa constitution en janvier dernier, l'équipe de programme intégrée, réunissant des personnels de la DGA, de la DRH-MD et des armées, directions et services, a réalisé les premières étapes du remplacement de Louvois, conformément au calendrier annoncé. Afin de choisir la meilleure solution pour produire une solde juste et à temps, l'équipe de programme a sélectionné mi-avril les trois dossiers répondant le mieux aux critères définis dans l'avis d'appel public à candidatures et a poursuivi la phase de compétition avec les candidats correspondants.



R. CONNAN@DICO

La procédure retenue est celle du dialogue compétitif, qui alterne les périodes où les candidats travaillent en interne avec celles où ils dialoguent avec l'équipe DGA/DRH-MD sur la base des solutions qu'ils proposent pour répondre

aux attentes. Plusieurs tours de discussions sont prévus. Le premier aura lieu pendant le mois de juillet. Au cours de ce dialogue, chaque candidat élaborera un prototype pour démontrer sa capacité à réaliser le futur système.

Ces prototypes seront testés à l'automne avec des jeux d'essais volumineux et représentant des situations complexes, à l'instar de celles qui rencontrent actuellement des difficultés avec Louvois. L'objectif est de choisir la société qui réalisera le futur système dès avril 2015. La phase de réalisation qui suivra devrait être assez courte, avec des premiers essais réalisés grâce à des données réelles fin 2015. Ceux-ci dureront le temps nécessaire pour que l'équipe de programme et les utilisateurs puissent acquérir la certitude que le système est fiable et apte à calculer des soldes justes pour tous les militaires.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI





1944

ILS DÉBARQUENT !

Au soir du 6 juin 1944, le général de Gaulle lançait sur les ondes de la BBC : « *Il n'y a plus, dans la nation, dans l'empire, dans les armées, qu'une seule et même volonté, qu'une seule et même espérance.* » Cette volonté, c'est la libération de la France et de l'Europe du joug nazi ; cette espérance, c'est le retour à la paix.

Soixante-dix ans après, la France se doit d'adresser un message de reconnaissance à tous ceux qui ont incarné cette volonté, et qui ont été sacrifiés en grand nombre sur l'autel de la liberté. D'abord à tous les combattants français opérant sur les champs de bataille de 1944, dont beaucoup s'étaient déjà distingués par leur courage dans la campagne d'Italie ou sur le front d'Orient ; aux résistants, opérant dans l'ombre, qui ont lancé en 1944 de grandes offensives face à la Wehrmacht. Ensuite à ceux débarqués en Normandie le 6 juin 1944, issus de tous les pays : des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, du Luxembourg, de Belgique, du Danemark, de Pologne, de Slovaquie, des Pays-Bas, de Tchécoslovaquie, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de Grèce, de Norvège, aux côtés des 176 Français sous le commandement du capitaine de corvette Philippe Kieffer. Enfin, à ceux débarqués les 15 et 16 août sur le sol de Provence, notamment aux hommes de la 1^{re} armée française du général de Lattre de Tassigny, dont la moitié provenait du continent africain. Tous ces combattants, avec ou sans uniforme, venus de France et d'ailleurs, furent les libérateurs de nos villes, de la Bretagne à la Normandie, de la Provence à l'Alsace en passant par Paris. Soixante-dix ans après, ceux que les champs de bataille et la répression menée

par l'occupant n'ont pas emportés seront mis à l'honneur tout au long des commémorations de la Libération.

Mais rendre hommage et saluer la mémoire de nos aînés ne suffit pas. C'est seulement en nous montrant dignes de ce qu'ils nous ont laissé en héritage que nous demeurerons libres et que nous mesurerons ce que représente, aujourd'hui, l'engagement de nos soldats.

La mémoire des événements passés conditionne notre vision du présent et notre ambition pour le monde à venir, dans lequel nos soldats ont un rôle éminent à jouer. Nos troupes sont aujourd'hui engagées en Afghanistan, au Liban, au Mali, en Centrafrique. Sur ces théâtres africains, nous déplorons depuis 2013 la mort de 11 militaires. Je tiens à saluer leur mémoire.

Nos soldats sont aujourd'hui les héritiers de ceux qui, mieux que quiconque, ont compris et nous ont fait mesurer la valeur inestimable de la paix et de la liberté. Ils poursuivent aujourd'hui ce combat, celui de faire recouvrer la liberté à ceux qui en sont privés, celui de protéger ceux qui sont menacés, celui de faire triompher les droits de l'homme partout où ils sont bafoués tout en défendant la sécurité de la France et de l'Europe.

2014 est cette année commémorative de la Libération qui nous offre l'opportunité d'honorer le passé, mais aussi de dire notre reconnaissance à nos armées d'aujourd'hui. C'est en cela que nous éveillons les consciences citoyennes et que nous élevons la conscience de la nation française.

Kader Arif, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire

OPÉRATION DRAGOON

LES ALLIÉS DÉBARQUENT EN PROVENCE LE 15 AOÛT 1944

Le 15 août, 160 000 soldats alliés, parmi lesquels plus de 40 000 Français d'Afrique, prennent possession des côtes de Provence. Le 12 septembre, ils rejoindront les troupes de Normandie à Nod-sur-Seine, petit village de Bourgogne.

5^e PHASE DU 15 AU 28 AOÛT

- Les forces alliées progressent vite. Le 19 août, le général de Lattre décide d'investir Toulon avec 16 000 hommes, une trentaine de chars et 80 pièces d'artillerie.
- De nombreuses villes de la côte comme Marseille, Toulon, Cannes ou Hyères sont libérées progressivement.

MARSEILLE

28 août

AIX-EN-PROVENCE

BRIGNOLES

18 août

Ligne de front
le 18 août 1944

TOULON

26 août

HYÈRES

21 août

CAP NÈGRE

15 août

ALPHA

1^{re} PHASE DERNIERS PRÉPARATIFS

- Les convois d'assaut se forment dans la région de Salerne/Naples et les bâtiments de guerre rallient leurs bases de départ (Malte, Palerme et Tarente).
- Le 9 août débute l'appareillage des forces d'attaque et des convois.
- Le 14 au soir, l'énorme armada alliée croise au large des côtes françaises.



2^e PHASE NUIT DU 14 AU 15 AOÛT

■ Plus de 5 000 alliés sont parachutés au sud-est de Draguignan.

6^e PHASE > 15 SEPTEMBRE

- Les ports du sud de la France peuvent désormais participer pleinement à l'effort de guerre : 900 000 hommes, 170 000 véhicules et 4 millions de tonnes de matériel y sont débarqués.
- L'armée remonte vers le nord et le 12 septembre, avec près de 4 mois d'avance sur les prévisions, la jonction s'effectue entre les éléments d'Overlord (débarquement en Normandie) et l'avant-garde de Dragoon.

DRAGUIGNAN

16 août

3^e PHASE 15 AOÛT AVANT 8 H

■ 8 000 tonnes de bombes sont déversées par 1 300 bombardiers et 16 000 obus de marine s'abattent sur les plages.

FRÉJUS

16 août

Ligne de front le 16 août 1944

ST-TROPEZ

15 août

CANNES

24 août

DELTA

CAMEL

4^e PHASE 15 AOÛT À 8 H

■ L'assaut principal est lancé ! 10 000 combattants débarquent entre le cap Nègre et la pointe de l'Esquillon.



ARMÉE B
De Lattre



VI^e corps
Truscott



ARMÉE B
De Lattre

Les leçons d'Overlord

Un chef apprécié, une chaîne de commandement unifiée, une planification minutieuse, du matériel en nombre, des hommes parfaitement entraînés... La réussite du débarquement en Normandie est due à une préparation sans faille et à une audace assumée au nom de la défense de la liberté.

Overlord, c'est d'abord un chef, Dwight D. Eisenhower. À première vue, le choix étonne. En vingt-sept ans de carrière, Eisenhower n'a pas connu le feu. Contrairement à la majorité de ceux qui seront ses grands subordonnés, il n'a pas l'expérience de la Première Guerre mondiale. En revanche, nommé à la tête de la division des opérations à Washington, il est repéré par le chef d'état-major des armées, George C. Marshall, et par le président Franklin D. Roosevelt. Il élabore

le concept qui mènera à Overlord puis s'aguerrit en coordonnant les débarquements en Afrique du Nord (opération Torch, novembre 1942) puis en Sicile (Husky, juillet 1943). Dans ces occasions, il sait se faire respecter et apprécier des autres chefs alliés, à commencer par ses homologues britanniques. Il sait surtout travailler dans un environnement multinational, ménager les ego des uns et des autres et tirer le meilleur de chacun au bénéfice du plus grand nombre. Eisenhower inspire confiance et sympathie; l'Anglais Montgomery (qui accessoirement le juge piètre tacticien) vante ses qualités humaines et son charisme. Enfin, à l'heure des choix, Eisenhower sait décider : après avoir saisi les multiples données d'un problème, pesé les avantages et les inconvénients, il agit.

Un commandement centralisé

Overlord, c'est l'unicité de la chaîne de commandement. Le commandement suprême des forces expéditionnaires alliées en Europe contrôle les commandements de composante – les forces navales sous l'amiral Ramsay, les forces aériennes tactiques sous les ordres de l'*Air Chief Marshal* Leigh-Mallory et le 21^e groupe d'armées confié à Montgomery –, mais aussi les forces aériennes stratégiques américaines (8th US Air Force) et britanniques (RAF Bomber Command). En face, il n'y a rien de tel. Outre l'entrisme de Hitler, qui décide du déplacement de chaque unité jusqu'au niveau du bataillon, le général en chef à l'Ouest, von Rundstedt, voit son autorité amputée par la nomination du maréchal Rommel pour le commandement de la frange littorale, celui-ci rendant compte directement à Hitler. Rommel constate également que les marins et les aviateurs utilisent des chaînes de commandement séparées, ce qui



AFP

Le 6 juin 1944, en Angleterre, le général Dwight D. Eisenhower donne des ordres à des parachutistes qui s'appêtent à sauter sur la Normandie.



AFP

Les quelque 6 000 navires de la flotte alliée traversent la Manche le 6 juin. Cette armada se compose de cinq grandes forces, une pour chaque plage.

complexifiée à l'extrême et dilue les responsabilités des uns et des autres.

Overlord, c'est une planification poussée dans les moindres détails. Entre les premières esquisses du concept et le lancement de l'opération, deux ans s'écoulent ! Avant que de songer à un assaut contre la forteresse Europe, il faut gagner la « bataille de l'Atlantique » et tenir ouvertes les routes maritimes par lesquelles transitera l'effort matériel et logistique, et par où arriveront les troupes. La supériorité aérienne est aussi nécessaire ; les bombardements alliés se concentrent sur le potentiel industriel allemand (et notamment son industrie chimique et pétrochimique), isolent l'espace où se constituera la future tête de pont, tandis que la chasse alliée érode les capacités de la Luftwaffe. Dans les docks alliés se construisent et s'assemblent les péniches et les *Liberty Ships*, qui permettront de transporter les troupes. Le choix d'investir cinq plages (Gold, Juno, Sword, Omaha et Utah) nécessite d'augmenter la production de la batellerie de presque 20 %, un défi que seule la mise sur pied d'une industrie de guerre permet de relever.

Overlord, ce sont aussi des hommes particulièrement bien préparés et entraînés. En Angleterre, les unités d'assaut s'exercent inlassablement et répètent sur des plages aménagées pour ressembler aux futurs espaces de débar-

quement. Le renseignement allié, aidé par la résistance, photographie, classe, identifie mouvements de troupes et unités adverses. Cela n'empêche pas les surprises, comme au matin du 6 juin : à Omaha, les régiments américains se heurtent à une division non mentionnée sur l'ordre de bataille. Les combats font rage, à tel point que le commandement allié hésite à faire rembarquer les hommes. Mais de petits groupes, appuyés par des feux précis, emportent peu à peu la décision et prennent pied. Au soir du Jour J, plus de 156 000 soldats et parachutistes alliés sont engagés en Normandie. Les pertes sont lourdes, mais moins que prévues – cela représente toutefois plus de 10 000 soldats tués, blessés, disparus ou prisonniers –, et la tête de pont est solide.

Des systèmes techniques innovants

Overlord, c'est l'innovation technique au service de l'opérationnel. Le débarquement raté à Dieppe en août 1942 avait montré les difficultés à s'emparer d'un port bien défendu, pourtant nécessaire à l'acheminement de la logistique et des renforts. Mais là où les Allemands se concentrent sur la défense de ces zones portuaires, les Alliés adoptent une autre solution. L'idée d'un port artificiel voit le jour avec les pontons flottants du projet Mulberry qu'on aperçoit encore au large d'Arromanches. Si leur impact a entre-temps ■■■

Ci-contre : des soldats américains mettent pied sur une des deux plages qui leur ont été désignées pour débarquer sur le sol français, Omaha Beach et Utha Beach.

En bas : défilé de soldats français, membres du futur commando Kieffer. Les 177 fusiliers marins qui composent celui-ci débarqueront le 6 juin avec les Britanniques sur Sword Beach.



©PHOTO 12

■■■ été réévalué, il n'en est pas moins vrai que leur dimension psychologique a été essentielle en assurant une alternative à une logistique s'appuyant seulement sur l'aménagement des plages. Un autre exemple, à l'échelon tactique celui-là : la 79th Armoured Division du général Percy Hobart se spécialise dans le développement de véhicules capables de franchir les obstacles du mur de l'Atlantique : chars lance-flammes, amphibies ou démineurs, ils offrent un appui feu à l'infanterie dès les premières vagues d'assaut. La méfiance des Américains quant à cette « ménagerie » – les véhicules portent le nom d'animaux exotiques – les conduit à ne

sélectionner que les chars Duplex Drive, équipés de jupes pneumatiques et d'hélices, sans toutefois les utiliser à bon escient. Sur les 29 lancés au large d'Omaha, dans une mer formée, 27 coulent !


Overlord, c'est l'intégration du retour d'expérience en boucle courte. Des expériences et des débarquements antérieurs, en Afrique du Nord, en Sicile, puis en Italie, succès et échecs sont passés au crible et font l'objet d'améliorations constantes. Ainsi, en Sicile, on avait observé plusieurs cas où la défense antiaérienne alliée ouvrait le feu sur ses propres avions, incapable de distinguer amis et ennemis. Devant Anzio, en janvier 1944, l'aviation allemande parvenait régulièrement à survoler la flotte et à larguer ses bombes. En Normandie, on prend en compte ces deux aspects : les avions alliés portent les bandes d'invasion (trois blanches et deux noires) tandis que les navires au mouillage arborent des ballons gonflés à l'hélium qui interdisent leur survol par la chasse ennemie.

Overlord demeure un excellent cas d'école, car encore aujourd'hui on y retrouve illustrés les principes de l'art de la guerre : la rigueur de la planification et l'analyse pointue des forces et des faiblesses de chacun des acteurs engagés dans la bataille ont été une clé de la victoire. Sans oublier la prise de risque assumée au nom de valeurs immanentes. ■


Guillaume Lasconjarias,
historien militaire



©AFP



Scannez le QR code
pour visionner
l'infographie



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

1944-2014

destins croisés

L'un servait dans l'armée du III^e Reich, l'autre était combattant de la France libre. Sur le sol normand, en juin 1944, ils étaient engagés dans deux camps opposés. Aujourd'hui, l'Allemand Johannes Börner et le Français Léon Gautier résident à Ouistreham. Ils évoquent ces journées qui ont marqué leur jeunesse.

Ils sont tous les deux nés dans les années 1920 et vivent à Ouistreham, en Normandie. Léon Gautier est français, Johannes Börner allemand. À 94 et 92 ans, chacun coule une retraite paisible. En ce mois d'avril, les badauds partagent le rivage avec quelques joggers. « *Quand je vois cette plage, je suis heureux*, confie Léon, assis chez lui, près de la flamme élevée en l'honneur du commando Kieffer. *Heureux de voir les enfants jouer.* » Si ses jambes ont perdu de leur vigueur, son regard est toujours pétillant. Bien installé dans son salon, l'Allemand affiche quant à lui un caractère plus réservé. « *J'aime beaucoup la France, dont j'ai adopté la nationalité en 1956* », annonce-t-il fièrement. En 1944, alors que le monde est en guerre, Léon a 20 ans. Johannes Börner, 18. Ils sont soldats et appartiennent à des troupes d'élite. « *Je me suis engagé dans la Marine à 17 ans comme apprenti canonier sur le Courbet. En 1940, j'ai rejoint la France libre* », résume



Johannes Börner, chez lui, à Ouistreham. Fait prisonnier en août 1944, il est libéré en 1948, mais décide de rester en France.

Léon. Après des missions en Afrique et au Proche-Orient, le caporal Gautier, fusilier marin, se porte volontaire pour les commandos. Il rejoint le centre de formation des commandos britanniques, en Écosse, en juin 1943. Il a 21 ans. Léon passe les tests avec succès et suit un entraînement drastique sous les ordres du capitaine de corvette Kieffer. « *Nous nous exercions à balles réelles pour un débarquement futur. C'était physiquement très difficile, même pour un sportif comme moi.*

Certains de mes camarades ont échoué aux tests d'aptitude, deux ont abandonné avant la fin de la formation. »

Cap vers Sword Beach

Le caporal Gautier est promu quartier-maître et porte le badge 98. Il fait désormais partie des 177 commandos français qui participeront à la bataille de Normandie. Fin mai 1944, le commando Kieffer rejoint le camp de Southampton. « *Là-bas, même les officiers nous saluaient.*

Les ennemis d'hier devenus amis à Ouistreham

12

Léon Gautier, l'ancien du commando Kieffer, et Johannes Börner, le parachutiste allemand-désormais français, vivent tous deux à Ouistreham. Ils sont devenus amis et témoignent ensemble de l'horreur et de l'absurdité de la guerre.



Johannes Börner a rejoint la Luftwaffe en juin 1942. Passé que de partir sur le front de l'Est, il a préféré s'engager dans les Fallschirmjäger au début de l'été 1944.

Le 6 juin 1944, alors que Léon Gautier débarque en France, Johannes Börner se met en route vers la Normandie pour prendre part à la gigantesque bataille qui vient de s'engager. Une marche de nuit, afin d'échapper à l'aviation ennemie, depuis le Finistère où était cantonné le 5^e régiment de Fallschirmjäger. Cela va être le baptême du feu pour ce jeune parachutiste allemand qui n'a pas encore 19 ans et rêvait, avant la guerre, de devenir acteur de théâtre ou chanteur d'opérette.

Malgré son inexpérience, Johannes est pressé d'en être avec tous les hommes de ce corps d'élite. Mais puis en Bretagne, où la dureté de l'entraînement lui a vite fait sentir que la guerre, la vraie, se rapprochait à grands pas. Au terme de cette marche forcée de 350 kilomètres, les Fallschirmjäger attendent Saint-Lô le 12 juin au matin. Le spectacle de cette ville détruite à 95 % leur donne un avant-goût de ce qui les attend. Dans la foulée de la prise de Saint-Lô, les Alliés déclenchent l'opération Cobra. Le 25 juillet, quelque 2 500 avions attaquent les Allemands qui fuient vers le sud-soixante mille tonnes de bombes larguées sur un périmètre de 12 km². Pour les « Diabes verts », c'est le début d'un incessant vers le « chaudron » de Chambois.



En 1944, Léon Gautier est âgé de 17 ans. Il a rejoint le commando Kieffer au début de l'été 1944.

PHOTOS : C. VENNIN@DIDOD

L'histoire de ces deux anciens combattants a fait l'objet d'un article paru dans un hors-série de la revue 39-45 Magazine consacré au commando Kieffer.

Ils savaient que nous irions au combat. » Seuls les commandos français sont mis dans la confiance : les plans du débarquement leur sont présentés, avec une carte des côtes françaises sur laquelle des noms de code remplacent les toponymes. Le n° 4 Commando britannique, auquel les hommes de Kieffer appartiennent, débarquera sur Sword Beach. Ils se doutent qu'il s'agit de la Normandie, mais, à ce moment-là, interdiction d'en parler aux camarades britanniques.

Élevé dans le culte du führer au sein des Jeunesses hitlériennes, Johannes rejoint à 17 ans le service du travail du Reich, où il apprend à voler sur planeur. Il effectue ensuite son service militaire dans la Luftwaffe. Devenu

caporal, il part pour un camp tchécoslovaque, puis est envoyé en Autriche. « À Vienne, où je suis resté jusqu'en janvier 1944, je préparais des avions de chasse, les Messerschmitt 109, avant leur mission. » Un jour, un supérieur demande à chaque homme de l'unité de Johannes de choisir entre rejoindre les parachutistes ou le front russe. « Il fallait donner sa réponse immédiatement. Je me suis porté volontaire pour les parachutistes. D'autres sont aussitôt partis pour la Russie », se souvient-il. À Berlin, où sont formées les unités d'infanterie aéroportée d'élite, il bénéficie de trois semaines d'entraînement – au lieu des six mois prévus en tant de paix – et devient un Fallschirmjäger, un parachutiste. « Le plus difficile ■■■

■■■ était l'entraînement à la chute au sol. Nous devions sauter de 5 mètres pour apprendre à faire le rouleau lors de l'impact au sol, celui-ci était en ciment... » Puis c'est le départ pour la France. Le caporal Börner est affecté à Landerneau, en Bretagne. « Nous appartenions à une troupe d'élite, l'entraînement était donc très dur. Nous avons appris à poser des mines en prévision d'un éventuel débarquement allié », se rappelle Johannes. En 1944, le mois de mai est estival. Les premiers jours de juin, en Bretagne comme sur les côtes normandes, s'annoncent automnaux.

Premiers pas sur le sable normand

Mardi 6 juin 1944. 5 heures. Côtes normandes. La météo s'est améliorée depuis la veille, mais le vent souffle toujours. La mer est mauvaise. Des centaines de navires approchent des plages. Les bombardements aériens alliés sont en cours. Les batteries allemandes leur répondent. À 7 h 20, aux côtés de 176 de ses camarades, le quartier-maître Gautier débarque sur la plage de Colleville-sur-Orne, à 1,8 kilomètre de leur objectif : la batterie allemande située dans le casino de Ouistreham. « Les commandos britanniques nous ont proposé de débarquer avant eux. C'était un honneur pour nous d'être les premiers à fouler le sol français.



Léon Gautier devant le monument érigé près du casino de Ouistreham en l'honneur des 177 Français du commando Kieffer.

Tout s'est déroulé comme prévu : en quatre heures, nous avons pris la plage. Nous étions contents, mais en même temps ça tirait de partout, j'ai perdu des copains... raconte-t-il, la voix fière, le regard ému. La plage était minée, mais une couche de sable apportée par la tempête de la veille avait formé une sorte de coussin : les mines n'ont pas explosé sous nos pas. On courait en zigzaguant, deux mètres à droite, puis deux à gauche. Ça nous sifflait aux oreilles, mais les tirs étaient imprécis ! » Au soir du jour le plus long, le commando Kieffer a perdu un quart de ses effectifs. Ses hommes poursuivent cependant leur marche vers l'intérieur des terres. Si certains villages ont été abandonnés, d'autres sont toujours tenus par les Allemands. « Nous sommes restés 70 jours en première ligne », précise l'ancien commando.

Mardi 6 juin 1944. 2 heures. Landerneau, Bretagne. « On nous a réveillés en pleine nuit en nous criant que les

Alliés débarquaient en Normandie. Cela nous a surpris vu la mauvaise météo, mais nous étions excités : la guerre commençait vraiment pour nous ! Nous allions combattre et faire ce pour quoi nous nous étions entraînés. Nous n'avions pas peur », se remémore Johannes Börner. Les parachutistes partent à pied pour Saint-Lô, situé à 350 kilomètres de Landerneau. Pour éviter les attaques aériennes diurnes, la marche s'effectue de nuit. Le caporal Börner et ses camarades atteignent la ville normande le 12 juin. Dans les rues de la commune détruite à 90 %, des soldats américains ont pris position. « On a peu croisé de civils français. D'ailleurs, ce n'était pas notre préoccupation. Notre mission consistait à poser des mines. Tout s'effectuait de nuit pour ne pas être repérés », explique l'ancien para. La journée, les Allemands restaient cachés derrière des haies. « Les Américains se trouvaient à 30 mètres de nous. On pouvait entendre ce

qu'ils disaient. Il fallait tirer, c'était affreux. On ne savait pas si on les touchait, s'ils étaient morts ou pas. On tirait. C'était eux ou nous. »

Les parachutistes allemands connaissent des pertes importantes sous les bombardements aériens alliés. « Il y avait des cadavres partout, nous marchions parfois dessus. Leurs membres étaient arrachés », se souvient Johannes, en plissant les sourcils. Après de

terribles combats dans la poche de Falaise qui feront 10 000 morts en trois jours, après la faim et l'épuisement, il est fait prisonnier « le 21 août 1944, à 10 h 30 » précise-t-il. Après avoir travaillé dans des fermes et dans la restauration, il est libéré en 1948. Sa mère a disparu dans les bombardements, son père vit alors dans un pays détruit et divisé, en Allemagne de l'Est. Johannes décide de rester en France plutôt que de subir le joug soviétique. Soixante-dix années ont passé. Pour Johannes, tous les paras du monde sont des frères d'armes. Ses cauchemars se sont espacés. Léon a créé un musée dédié au n° 4 Commando. Un jour de 1994, à Ouistreham, les deux hommes se sont rencontrés. Aujourd'hui, chacun à leur manière, ils témoignent pour que personne n'oublie. La guerre en avait fait des ennemis, le temps en a fait des complices. ■

Flora Cantin

Programme des commémorations



Parmi les multiples manifestations commémoratives des événements de l'été 1944 conduisant à la libération du territoire français, la rédaction vous propose sa sélection

6 juin

Cérémonie internationale à Ouistreham.

1^{er} juin-31 juillet

Été 44, Bayeux ville-hôpital, pièce de théâtre au centre hospitalier de Bayeux (Calvados).

4 juin-31 août

Exposition « Libérations » à l'abbaye d'Ardenne, Saint-Germain-la-Blanche-Herbe (Calvados).

9 juin-31 juillet

Commémoration des combats du Vercors, Col de la Chau, Vassieux (Drôme).

11 juin

Reconstitution de la prise du port de Carentan (Manche) par le 6^e régiment du génie.

12- 13 juin

« *Brothers in arts* », concert de jazz à Rennes (Ille-et-Vilaine).

26 juin

Conférence « La femme dans la marine lors du débarquement de Provence », Service historique de la Défense, Toulon (Var).

25-31 juillet

Exposition « Les soldats de plomb », salle de la convivialité, Plomb (Manche).

15 août

Toulon : revue navale à bord du porte-avions *Charles-de-Gaulle* qui rassemblera une vingtaine de bâtiments des flottes alliées et de la Marine nationale.

23-24 août

Reconstitution de la libération de la ville et du territoire de Belfort.

25 août

Cérémonie nationale de la libération de Paris.

25 septembre

Conférence « L'implication des troupes coloniales dans le débarquement de Provence et les réseaux de résistance locaux ». Service historique de la Défense, Toulon (Var).



Scannez le QR code
pour retrouver
l'ensemble
des manifestations



Blessés

Toujours mieux accompagnés

Depuis les années 1990, l'État, les institutions militaires et les associations travaillent à un accompagnement allant au-delà du seul aspect médical. Soutien psychologique, rééducation, aides financières... De l'opération à la réinsertion sociale, le militaire blessé est au cœur d'un dispositif toujours plus performant.



J.-J. CHATARD/DICOD

À l'Institut national des Invalides, un technicien règle les prothèses articulées d'un blessé.



J.-R. DRAHIC@ARMÉE DE TERRE

Le caporal-chef Benjamin Ittrac (au centre) a participé en mars, en Californie, à une compétition de tir à l'arc à 18 mètres lors du *Marine Corps Trials*. Ce rendez-vous a permis à 350 athlètes blessés au combat ou en service, issus de sept nations, de s'affronter dans diverses disciplines.

Pour le caporal-chef Benjamin Ittrac, cet été représente un retour aux sources. Le jeune homme va enfin retrouver le 3^e régiment d'infanterie de Marine (3^e RIMa) qu'il a intégré en 2003, à 20 ans. Marsouin dans l'âme, il ne s'est jamais imaginé ailleurs que dans une compagnie de combat. En mai 2009, il est envoyé en Afghanistan où il est grièvement blessé au bras gauche par un tir ennemi. Après les premiers soins dispensés à Bagram, puis à Kaboul, il est rapatrié à l'hôpital d'instruction des armées Percy. À son arrivée, son chef de corps, le colonel Pierre Schill, est le premier présent pour lui dire que le régiment le soutient et compte sur lui. Opéré dans la foulée, il revoit sa famille le lendemain matin. Entre-temps, l'institution s'est chargée de leur trouver un hébergement. Durant son premier mois d'hospitalisation, il subit une dizaine d'opérations au service de chirurgie orthopédique et est également pris en charge par un psychiatre. Il est ensuite admis en médecine physique et de réadaptation où, pendant trois mois, il va réapprendre à utiliser son corps. Chaque semaine, ses camarades se succèdent pour lui rendre visite. S'il garde un souvenir mitigé de cette période, il reconnaît que sans ce soutien il aurait sans doute accusé plus lourdement encore le fait de ne pouvoir réintégrer une compagnie de combat.

À l'été 2011, affecté à un poste à Paris, il découvre un nouveau métier, l'iconographie. En parallèle, il poursuit avec les

kinésithérapeutes son combat pour retrouver l'usage de sa main gauche. Si, physiquement, la blessure est devenue moins visible et moins douloureuse, il lui faut encore consulter un psychiatre pour parler de son accident, de son parcours et de tous ces bouleversements. Aujourd'hui, il s'apprête à réintégrer le 3^e RIMa. Pour ses proches, les personnels de l'institution militaire qui le suivent et la « grande famille des blessés », ce retour a une résonance toute particulière. Lui ne se considère pas comme un héros, surtout pas une victime, juste un soldat. « *Cet épisode de ma vie ne remet pas du tout en cause mon engagement* », explique-t-il. Comme lui, depuis 1993, ils sont plus de 9 000 à avoir fait face à une blessure, un risque inhérent au métier du militaire.

Louis XIV offre les Invalides à ses blessés de guerre

Dans l'histoire, les blessés ou invalides ont connu des sorts différents. Leur suivi s'est adapté aux mutations des guerres et aux progrès de la médecine. En 1670, lorsque Louis XIV ordonne la construction de l'hôtel des Invalides, à Paris, il le fait pour que « *ceux qui ont exposé leur vie et prodigué leur sang pour la défense de la monarchie [...] passent le reste de leurs jours dans la tranquillité.* » Trois siècles plus tard, la coupole dorée est restée une maison d'accueil pour les soldats blessés. Il faut néanmoins attendre les années 1990 pour voir se développer ■■■

■■■ des efforts significatifs dans l'accompagnement des militaires blessés sur les théâtres d'opérations extérieures ou en exercice. Aujourd'hui, à l'instar du caporal-chef Itrac, c'est bel et bien dans une perspective de réinsertion dans la société que la République accompagne désormais ces soldats. « *Nos blessés et leurs familles doivent savoir qu'ils ne seront jamais laissés au bord du chemin. Du jour de leur blessure jusqu'à la fin, ils seront soignés, suivis, aidés et accompagnés* », explique le lieutenant-colonel Thierry Maloux, chef de la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre. En 1993, cette entité a été la première à formaliser un accompagnement global et dans la durée. Au début des années 2000, le conflit afghan marque un tournant avec une recrudescence de blessés et la reconnaissance du syndrome post-traumatique, ces blessures « invisibles » désormais mieux détectées et soignées.

Dans son livre, *D'une guerre à l'autre*, le sergent-chef Yohann Douady, atteint de stress post-traumatique après une affectation en Côte-d'Ivoire en 2004, témoigne des progrès qu'il a constatés avant son départ en Afghanistan en 2010. « *Plusieurs médecins sont venus à notre rencontre pour nous sensibiliser aux risques psychologiques. Sur le théâtre, nous avons également bénéficié d'entretiens avec des médecins. Au sas de fin de mission, à Chypre, nous avons été reçus par un psychologue. Et, de retour au régiment, un accompagnement total par les médecins militaires a été mis en place. Ils sont tous très impliqués dans leur travail.* »

Un chargé de mission dévolu aux blessés

Dans cette chaîne de solidarité, plusieurs acteurs de la communauté de Défense interviennent, au premier rang desquels figurent le commandement, les cellules d'aide aux blessés des armées, mais aussi le monde associatif. Pour coordonner tous ces acteurs, le ministère de la Défense a créé en février 2013 un poste de chargé de mission dévolu aux « blessés et familles endeuillées », rattaché au Secrétariat général pour l'administration. Le commissaire lieutenant-colonel Gaël Dettwiler occupe actuellement cette responsabilité. « *En arrivant, je me suis intéressé en priorité au financement des prothèses de nouvelle génération. Jusqu'en juillet dernier, des contraintes juridiques ne permettaient pas à l'administration de prendre en charge l'acquisition et le*



A. KARAGHEZIAN@ECPAD

Initiation à l'escrime en fauteuil lors de l'édition 2013 des Rencontres militaires blessures et sports à Bourges.

renouvellement de ces appareillages. Depuis, nous avons créé ces conditions de prise en charge totale au titre de la réinsertion du blessé dans son environnement professionnel, social et familial », explique le commissaire Gaël Dettwiler. Ces équipements dits « bioniques » permettent de retrouver une mobilité ou une préhension bien meilleure que celle offerte par les appareillages d'ancienne génération.

Reconstruction physique et psychologique par le sport

Si la réparation financière fait partie des nombreux dispositifs améliorés, ce n'est pas la seule action. Un effort particulier a aussi été fait pour soulager autant que possible les familles des blessés en leur proposant un soutien financier et psychologique. En 2014, la première pierre de la future « maison des blessés et des familles » sera posée. Créée juste à côté de l'hôpital Percy, elle permettra aux proches d'être hébergés à proximité de la personne qu'elles viennent visiter.

Enfin, depuis 2010, le sport occupe une place essentielle dans la reconstruction physique et psychologique. L'adjudant David Travadon, amputé de la main droite après avoir sauté sur une mine au Liban en 2009, est aujourd'hui le porte-drapeau de l'association Terre Fraternité. Grâce au sport et à l'institution, il est en lice pour se qualifier aux Jeux paralympiques de Rio en 2016. Pour le sportif de haut niveau comme pour le simple amateur, tous les acteurs le reconnaissent, la pratique sportive permet de lutter contre le stress et l'isolement en favorisant le dépassement de soi et la solidarité.

Paul Hessenbruch

3^e édition des RMBS

Du 16 juin au 4 juillet, 54 militaires blessés français participeront aux 3^{es} Rencontres militaires blessures et sports (RMBS) à Bourges. Ce stage multisport vise à faire découvrir aux soldats la pratique d'activités sportives adaptées à leur handicap tout favorisant les échanges entre participants et accompagnateurs.

Vous pourrez suivre leurs défis et exploits sur les réseaux sociaux (Facebook [CABAT blessésdeguerre](#) ainsi que Twitter [@Defense.gouv](#)) et leur envoyer vos messages de soutien : [#blessésdeguerre](#) [#RMBS2014](#)



Scannez le QR code
pour découvrir
les RMBS



ARMÉES D'AUJOURD'HUI



R. SENOUSSI/DICOD

Général de division aérienne Philippe Boussard, commandant du Centre multimodal des transports, futur commandant du Centre de soutien des opérations et des acheminements (CSOA)

« La valeur ajoutée du CSOA : regrouper toutes les missions du soutien logistique dans une seule main »

Le 1^{er} juillet, le Centre de soutien des opérations et des acheminements (CSOA) verra le jour, fusionnant les deux entités distinctes chargées jusque là de la logistique. Installé sur la base de Villacoublay et composé de plus de 180 personnes, le nouvel organisme relèvera du chef d'État-Major des armées.

Pourquoi la création du CSOA était-elle devenue nécessaire et que va-t-elle apporter ?

Jusqu'en mai dernier, le Centre multimodal des transports (CMT) et le Centre interarmées de coordination de la logistique des opérations (Ciclo) remplissaient des missions complémentaires mais clairement distinctes : en fonction des besoins exprimés par les théâtres d'opération, le Ciclo recherchait en métropole, au sein des forces prépositionnées ou sur les autres théâtres, la ressource nécessaire (équipement, matériel, personnel) et le CMT était responsable de son acheminement stratégique. Par la force des choses, cloisonnées dans leurs missions respectives, ces deux entités manquaient tantôt d'une complète visibilité sur les flux d'entretien, tantôt du préavis nécessaire pour trouver une solution de transport nominale dans les délais impartis. L'État-Major des armées a ainsi tiré le bilan de ces retours d'expérience en décidant la création du Centre du soutien des opérations et des acheminements (CSOA), un organisme unique, responsable de la conduite du soutien logistique des engagements opérationnels, capable d'avoir une vision globale et cohérente des besoins en ressources des forces tout en optimisant l'emploi des différents modes d'acheminement. C'est là que réside la valeur ajoutée du CSOA : regrouper toutes les missions du soutien logistique dans une seule main.

Comment fonctionnera ce nouvel organisme ?

Le CSOA relèvera du chef d'État-Major des armées et sera placé sous l'autorité du sous-chef d'état-major « opérations ». Nous travaillerons donc en étroite collaboration avec le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) dont nous appliquerons les directives opérationnelles. Le CSOA veillera également en permanence à la continuité des acheminements et du soutien interarmées, conformément à la politique définie par le sous-chef « performance ». Le nouvel organisme comptera 183 personnels. Il faut savoir que la logistique opérationnelle se compose de dix sous-fonctions, chacune d'elles appelant des compétences et des métiers différents. La majorité de ses hommes proviendra des trois armées, les autres appartenant aux différents organismes du ministère de la Défense comme le Service de santé des armées, le Service des essences des armées, le Service d'infrastructure de la Défense ou encore le Service du commissariat des armées. Tous sont des spécialistes de la logistique, du transport et des transits, qui apportent une expertise dans leurs domaines respectifs. Les effectifs du CSOA pourront être amenés à évoluer en fonction de la future réorganisation de l'EMA et du transfert de certaines de ses missions. Le centre pourra également compter ponctuellement sur le renfort d'une quarantaine de réservistes.



J.-J. CHATARD@DICO

Bamako, février 2013. Un camion Renault GBC 180 débarque d'un gros-porteur sur le tarmac malien. Jusqu'ici, le Centre multimodal des transports prenait en charge l'acheminement du matériel fourni par le Centre interarmées de coordination de la logistique des opérations.

Quelles seront les missions du CSOA, « tête de chaîne » de la logistique opérationnelle ?

Le Centre de soutien des opérations et des acheminements assurera la conduite et la coordination interarmées du soutien logistique des opérations extérieures et intérieures, mais également des exercices majeurs, tout en répondant aux besoins que pourraient exprimer les armées pour satisfaire à leur préparation opérationnelle. Concrètement, ses missions seront celles dévolues jusqu'à présent au CMT et au Ciclo, auxquelles s'ajouteront les expertises sur les transports de matières dangereuses et sur la voie ferrée, la gestion des effectifs projetés, l'autorité sur le dispositif interarmées d'appui à la projection et enfin l'élaboration et le suivi des marchés d'externalisation au profit des forces. En liaison étroite avec le CPCO, les armées et les directions et services, nous serons amenés à définir le format et la manœuvre logistique nécessaire au soutien d'une force en fonction de son volume et des missions opérationnelles qu'elle sera appelée à mener, puis nous en organiserons l'acheminement sur le théâtre.

Pour cela, nous avons besoin d'avoir une connaissance « macroscopique » des ressources disponibles et d'assurer un suivi précis de certaines d'entre elles jugées critiques pour les opérations. Pour ces dernières, souvent des pièces détachées et de gros ensembles coû-

tant très cher et donc possédés en peu d'exemplaires, l'un des objectifs sera de savoir précisément les localiser : soit dans les circuits de réparation, soit dans les forces, directions et services. Cette mission sera grandement simplifiée à partir de fin 2014 avec la mise en service du nouveau système d'information au sein des armées baptisé Silria. Futur outil de référence pour le suivi des matériels dans les armées, il nous permettra de réaliser un bond d'une vingtaine d'années en termes de traçabilité de la ressource expédiée.

Pourquoi tout regrouper à Villacoublay ?

Il fallait effectuer un choix de garnison. Soit le CMT déménageait à Montlhéry, soit le Ciclo rejoignait Villacoublay. La seconde solution a été retenue, ce choix ayant été guidé par une logique de métiers et de fonction opérationnelle. En effet, d'autres organismes liés à la logistique et à la gestion sont déjà présents sur la base aérienne 107 de Villacoublay, comme le Centre Interarmées d'administration des opérations (CIAO) et le Service spécialisé de la logistique et du transport (SSLT) du Service du commissariat des armées. La plate-forme de Villacoublay est donc prédisposée à accueillir, dans l'avenir, d'autres maillons de la communauté du soutien des opérations. ■

Propos recueillis par Loïc Picard

Scorpion

La révolution de l'armée

Décidé en 2010, le programme Scorpion doit moderniser l'intégralité de la composante Terre à l'horizon 2020-2025. Entité incontournable en opération, le groupement tactique interarmes bénéficiera de nouveaux équipements et de systèmes de communication interconnectés facilitant la prise de décision.



P. HILAIRE@ARMÉE DE TERRE

À l'intérieur d'un VAB, un fantassin expérimente un poste d'aide au déploiement intégré au système d'information et de combat de Scorpion.

Armée de Terre en marche

Il n'est pas venimeux et n'a rien à voir avec les signes du zodiaque, le Scorpion de l'armée de Terre a pourtant le sens du combat et le goût du contact. Initié en 2003 par un objectif d'état-major sous l'appellation de « bulle opérationnelle aéroterrestre » et décidé en 2010 en Comité ministériel d'investissement (CMI, voir encadré), ce projet phare de la période 2020-2025 ne vise pas simplement à remplacer et à renforcer les équipements, mais ambitionne de renouveler et de moderniser l'entité de combat tout entière : le groupement tactique interarmes (GTIA). Infanterie, arme blindée, génie, artillerie, aviation légère de l'armée de Terre (Alat) : non seulement ce programme va renforcer les modes d'action de ces régiments de combat des forces terrestres, mais il optimisera également leur formation et leur entraînement. Avec l'arrivée de nouveaux équipements interconnectés en temps quasi réel, les GTIA vont entrer de plain-pied dans l'« infovalorisation » (c'est-à-dire l'exploitation optimale des ressources issues des nouvelles technologies de l'information et de la communication) pour agir mieux, plus précisément et de manière plus souple.

Agir sur l'ensemble des forces

Structure type employée lors des engagements opérationnels de l'armée de Terre, le GTIA mobilise différentes unités engagées à pied ou motorisées – blindés, artilleurs, soldats du génie ou hélicoptères de l'Alat – qui, des postes de commandement jusqu'au plus bas niveau tactique, travaillent en coopération interarmées. « Pour maintenir l'aptitude de l'armée de Terre à remplir l'ensemble de ses missions futures, nous devons agir sur l'ensemble de ces forces de contact. C'est tout l'enjeu de Scorpion, commente le colonel Rémy Cadapeaud, officier de programme Scorpion au bureau programmes et systèmes d'armes de l'état-major de l'armée de Terre. Il s'agit d'accroître l'efficacité des GTIA en simplifiant leur emploi, tout en maîtrisant leur coût de soutien. Ce projet répond à une ambition, à un besoin et à un impératif. »

Scorpion consiste ainsi à renforcer les aptitudes de l'armée de Terre en s'appuyant sur les retours d'expérience des opérations extérieures passées ou en cours, en analysant les menaces et les besoins exprimés et en tenant compte des capacités actuelles déjà rationalisées. Le programme s'emploie pour cela à remplacer ou à moderniser les matériels,



O. DEBES@ARMÉE DE TERRE

Les postes de radio Contact remplaceront bientôt les PR4G (ci-dessus).

notamment les engins blindés des années 1970, 1980 et 1990 (transports de troupes protégés, chars légers et lourds), et à fédérer ces différents éléments autour d'un système d'information unique. Objectif : améliorer la protection des combattants et accélérer les prises de décision, les actions de feu ou les manœuvres, sans pénaliser la mobilité ni alourdir les actions de soutien.

Les performances des engins seront homogénéisées et leur conception modulaire, avec la possibilité d'ajouter des kits additionnels, facilitera leurs évolutions futures.

Le véhicule blindé multirôle (VBMR) remplacera les véhicules de l'avant blindés (VAB) et sera décliné en trois versions majeures. À partir d'un engin identique armé d'un tourelleau téléopéré (TOP) depuis l'intérieur, donc sous la protection du blindage, le compartiment arrière du véhicule pourra être configuré par les régiments selon l'usage qu'ils en auront, en préparation opérationnelle comme en opération.

Engagé en binôme avec le VBMR, l'engin blindé de reconnaissance et de combat (EBRC) remplacera les véhicules AMX 10 RCR, VAB HOT et ERC 90 Sagaie. Équipé d'une tourelle permettant une amplitude de tir en site très importante et de nouveaux obus de 45 mm incluant une munition *airburst* programmable, l'EBRC sera, avec son missile et son TOP 7,62 mm, en mesure de traiter tout type d'objectifs, en zone urbaine comme en montagne, et de frapper l'adversaire au-delà d'un masque ou d'un obstacle. « Avec Scorpion, toutes les armes de bord seront servies en ■■■■



J. BARDENET © ARMÉE DE TERRE/EMA

Le blindé léger AMX 10 RCR, engin de reconnaissance employé sur la plupart des théâtres, ici au Mali pendant l'opération Serval, sera remplacé dans le cadre du programme Scorpion par l'engin blindé de reconnaissance et de combat.

■ ■ ■ *restant sous blindage, ce qui n'est pas le cas actuellement sur le VAB, l'AMX 10 RC ou le char Leclerc, précise le colonel Cadapeaud. Pour répondre aux nouvelles menaces, ces derniers vont être rénovés en plusieurs étapes : nouveau calculateur de tir, blindage renforcé, ajout d'un TOP 7,62 mm et intégration du système d'information et de combat Scorpion (SICS), en complément des futurs postes de radio Contact.* » Système unique pour l'ensemble d'un GTIA, le SICS fournira une numérisation précise et complète du champ de bataille

en temps quasi réel, renforçant ainsi l'efficacité des soldats et des systèmes d'armes. « *Aujourd'hui, les architectures sont compartimentées par niveaux hiérarchiques, par spécialités, voire par véhicules, explique l'officier de programme. Le SICS met fin à ces systèmes complexes non interopérables, restreints à de la messagerie temps long, et dont il faut se réappropriier l'emploi tous les six mois.* »

Décider pour construire l'avenir

Le CMI, Comité ministériel d'investissement, instance de gouvernance présidée par le ministre de la Défense et dédiée à la maîtrise des projets d'investissement, a pour objectif de permettre au ministre, éclairé par les avis des principaux responsables du ministère (chef d'État-Major des armées, délégué général pour l'armement, secrétaire général pour l'administration), de prendre des décisions d'investissement conformes à la politique de défense et garantissant la maîtrise et l'optimisation capacitaire, industrielle, technologique et financière des projets d'investissement, ainsi que leur cohérence d'ensemble. En dehors de Scorpion, le CMI a notamment décidé la commande de plus de 16 000 équipements Félin et de trois frégates européennes multimissions, le lancement des programmes de rénovation de l'avion Mirage 2000 D et du satellite Musis, ou bien encore le regroupement de l'administration centrale du ministère à Balard.

Apport majeur de l'électronique embarquée

Véritable atout pour le combat, le SICS réduira le temps entre une détection d'alerte ou une attaque adverse et l'action que le GTIA engagera (manœuvre, feux directs, appuis). La vétronique (électronique embarquée) permettra de coupler les capteurs, senseurs ou données d'observation avec les armements, les brouilleurs, etc.

Enfin, la simulation embarquée dans les véhicules et l'apport de la réalité augmentée amélioreront la préparation opérationnelle et l'appui aux opérations. Les chefs pourront concevoir, préparer, répéter ou conduire leurs actions de combat partout, au quartier général, sur le terrain de garnison, en opex, avec une compréhension de situation plus fine, partagée, permanente et immédiate.

« *Scorpion implique de repenser entièrement l'entraînement des GTIA. La simulation ne se fera plus dans des bâtiments dédiés, les hommes pourront s'exercer directement dans leurs véhicules interconnectés. Ce programme est majeur pour l'armée de Terre de la prochaine décennie, car il structure les capacités terrestres d'intervention et de combat de contact de demain* », conclut le colonel Cadapeaud. ■

Éléonore Krempff



ÉTÉ 14

LES DERNIERS JOURS DE L'ANCIEN MONDE

{BnF} | François-Mitterrand Paris 13^e
25 mars | 3 août 2014 | bnf.fr

une exposition du ministère de la Défense et de la Bibliothèque nationale de France



esri France



Le Monde



Un GTIA en pleine mutation

GTIA AUJOURD'HUI



SYSTÈME
D'INFORMATION
COMPARTIMENTÉ



AMX 30 DT
2002



EBG
1989



AMX 10RC
1980



VBCI
2008



Leclerc
1993



Félin



VAB
1976





INTEROPÉRABILITÉ
INTERARMÉES ET INTERALLIÉS

SIMULATION
EMBARQUÉE

PR4G
Programme Contact

SYSTÈME D'INFORMATION
DE COMMUNICATION
ET DE COMBAT UNIQUE

GTIA avec Scorpion DEMAIN



EBRC
Engin blindé de reconnaissance et de combat

70 livrés en 2020



VBMR
Véhicule blindé multirôle
1 000 livrés en 2020



MIEUX S'INFORMER

Le système d'information et de combat Scorpion (Sics) permet d'uniformiser les interfaces de communication actuelles. Les combattants accéderont à une numérisation précise du champ de bataille.

MIEUX ANTICIPER

Grâce à la vétronique présente à bord des systèmes et des véhicules, il est possible relier automatiquement la détection d'un danger à une action prédéfinie. Les hommes seront mieux alertés des menaces et réagiront plus rapidement.

LES TROIS CŒURS DE



MIEUX SE PRÉPARER

Les systèmes de branchement et de mise en réseau des équipements permettent une simulation embarquée. L'entraînement se fait en garnison, à l'intérieur même des véhicules. En opération, les engins serviront à la répétition et à la préparation des missions.



Félin

Leclerc rénové
200 avant 2025



**Interview du colonel Michel Delion,
docteur en histoire sur la méthode
de raisonnement tactique**

« *La réflexion sur tout métier fait partie intégrante de son amélioration constante* »

Adjoint terre du Centre de planification et de conduite des opérations, le colonel Delion a participé à un grand nombre de missions extérieures ces dernières années. Il vient de soutenir une thèse de doctorat. Sa démarche s'inscrit dans le processus de renouvellement permanent de la pensée militaire française.

Quel est votre parcours de « tacticien » ?

J'ai effectué la majorité de ma carrière dans les troupes aéroportées, au 35^e régiment d'artillerie parachutiste de Tarbes, ainsi que dans des états-majors opérationnels : commandement des forces d'action terrestre à Lille et actuellement Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), où j'occupe la fonction d'adjoint terre depuis 2010. J'ai également servi en école d'application et au Cours supérieur d'état-major, où j'ai pris goût à l'enseignement de la méthode de raisonnement tactique. Comme tous les soldats de ma génération, j'ai servi sur la plupart des théâtres d'opérations, Afrique, Moyen-Orient, Balkans. Au CPCO, je participe au contrôle national de nos forces engagées en opérations ainsi qu'au commandement direct lors des périodes de crise, comme au début de l'opération Serval, jusqu'à la saisie de la boucle du Niger et l'opération aéroportée sur Tombouctou, conçue et commandée depuis la cellule de crise.

Pourquoi passer de la tactique à l'histoire de la tactique ?

J'ai soutenu, le 27 mai dernier, une thèse de doctorat en histoire centrée sur la célèbre « méthode de raisonnement tactique » créée par les professeurs de l'École de guerre et enseignée dans nos écoles. Il m'a paru symbolique de la soutenir dans la salle d'honneur du Collège de l'enseignement supérieur de l'armée de Terre, où se

trouvent conservés les originaux des écrits de nombreux professeurs de cette époque. Il y a en effet encore beaucoup de choses à retirer aujourd'hui de l'histoire. En voici trois exemples : Maillard, surnommé « Père la doctrine », insiste sur le fait qu'« *on ne choisit pas toujours son terrain, voilà l'enseignement. On ne sait jamais ce que fera l'ennemi, second enseignement* ». Bonnal, dans la lignée de Clausewitz, réfute toute automaticité dans le raisonnement tactique : « *Toute école tactique qui fait reposer le succès sur la mise en œuvre d'un mécanisme, si ingénieux soit-il, sans tenir compte du but, des circonstances et du terrain, est éphémère par destination.* » Enfin, Charles de Gaulle, dans *Le Fil de l'épée*, soulignait que « *l'action de guerre revêt essentiellement le caractère de la contingence* ». Il est donc essentiel pour nos cadres d'apprendre à réfléchir en même temps qu'apprendre à agir.

Le chef militaire, quel que soit son rang, est par nature appelé à décider lors d'un engagement au combat. Sa décision, ouverture du feu ou type de manœuvre choisie, revêt une importance capitale. Elle détermine le succès des armes et peut avoir des répercussions stratégiques dans un contexte excessivement complexe où les vies humaines sont en jeu. Le comportement actuel de nos soldats sur les théâtres d'opérations est à cet égard admirable. La formation de nos cadres est donc



J.-J. CHATARD@ICOD

Le 27 mai, le colonel Delion a soutenu sa thèse sur l'histoire de la méthode de raisonnement tactique dans la salle d'honneur du Collège de l'enseignement supérieur de l'armée de Terre. Le jury était composé de trois professeurs universitaires d'histoire et de deux militaires.

essentielle pour leur permettre, s'ils sont chefs d'échelon tactique, de prendre en toute connaissance de cause la meilleure décision tactique locale possible, s'ils sont officiers d'état-major, de proposer à la décision du chef les meilleures options possibles.

Le général Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de Terre de 1975 à 1980, avait d'ailleurs remarqué toute son importance lors de sa scolarité à l'École de guerre : « *Ce que je prenais pour une recette scolaire, un pense-bête, était en réalité une méthode de raisonnement inspirée de la logique la plus pure et la plus exigeante, dont le cheminement particulier s'était frayé un chemin sur les champs de bataille et dont l'origine était quasiment antique.* »

Quel intérêt représente pour l'institution militaire le fait de compter des officiers docteurs ?

La réflexion sur tout métier fait partie intégrante de son amélioration constante. Les recherches menées lors de ma préparation m'ont permis un éclairage pluridisciplinaire apporté par les sciences sociales. Les ouvrages traitant de la théorie de la représentation, de la décision et des organisations publiés depuis une cinquantaine d'années ont peu à peu pris la mesure de la complexité des mécanismes individuels, mais également collectifs, de prise de décision, et de la place de l'intuition, notion fondamentale dans le raisonnement tactique. Pour l'écrivain Georges

Mongrédien, cela est parfaitement illustré par deux grands capitaines : « *Tandis que son ami et rival Turenne apparaît comme l'homme des décisions réfléchies, mûrement pesées et sagement mises en œuvre, Condé est le capitaine au regard fulgurant qui, dans le temps d'un éclair, a la vision de l'action hardie à entreprendre et dont la fougue emporte tout sur son passage.* »

Ouverte au public, une soutenance de doctorat est donc une occasion concrète de rayonnement pour notre institution, dans le domaine de la pensée militaire. Le jury était composé de trois universitaires experts en histoire, François Monnier, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études, à la Sorbonne, Jean-Pierre Bois, professeur à l'université de Nantes, Bruno Colson, professeur à l'université de Namur ainsi que de deux officiers, le général de corps d'armée Jean-Paul Perruche, ancien directeur de l'état-major de l'Union européenne et le colonel Michel Goya, chef du bureau recherche au Centre de doctrine d'emploi des forces. Quatre personnalités, issues de la société civile, s'étaient jointes à l'auditoire. En discutant avec eux, j'ai découvert leur profond attachement à l'histoire et à l'institution militaire. Cette participation de la société civile, membres du jury ou spectateurs, est à mon sens une manifestation concrète de l'esprit de défense et du lien armée-nation. ■

Propos recueillis par Philippe Dupas

22-25/04 LE CEMA AUX ÉTATS-UNIS



Le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées (Cema), s'est rendu outre-Atlantique afin de prolonger la dynamique de coopération militaire entre la France et les États-Unis. Il a rencontré les responsables américains de

la sécurité nationale ainsi que les grands commandeurs et a pu échanger avec eux sur la situation en Ukraine et en Syrie, la cyberdéfense ou encore la défense antimissile balistique et la coopération opérationnelle en Afrique.

06/05 UNE ÉQUIPE FRANÇO-ALLEMANDE MET AU POINT UNE CAMÉRA INTELLIGENTE

Une caméra capable de reconnaître ce qu'elle voit et de réagir en conséquence. C'est la prouesse réalisée par le laboratoire ELSI (European Laboratory for Sensory Intelligence) de l'Institut franco-allemand Saint-Louis (ISL) qui dépend des ministères de la Défense français et allemand et qui a développé Smart Cam. Avec son potentiel de 2000 processeurs, Smart Cam se posera en expert de terrain capable de réaliser 2000 tâches en simultané. Éduqué à reconnaître

certaines situations complexes, l'appareil ne réagira qu'à celles pour lesquelles il a été entraîné. Cette invention ouvre la voie à une nouvelle génération de caméras et offre des perspectives duales très prometteuses.



30/04 REMISE DE FOURRAGÈRE À PERCY

L'hôpital d'instruction des Armées (HIA) Percy s'est vu remettre la fourragère de la croix de la Valeur militaire pour son action en Afghanistan par le médecin général des armées Jean-Marc Debonne, directeur central du Service de santé des armées. L'HIA Percy s'est

particulièrement distingué au printemps et à l'été 2011, lors d'un afflux de blessés en provenance du territoire afghan, puis le 20 janvier 2012, après l'attaque d'un groupe de militaires par un soldat afghan. Percy est le premier HIA à être autorisé au port de la fourragère.



07/05 DEUX PARRAINS SPATIONAUTES POUR LA PATROUILLE DE FRANCE

Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry sont les parrains 2014 de la Patrouille de France. Tous deux ont commencé leur carrière comme pilotes de chasse, après avoir été formés à

l'École de l'air. Accueillis sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence, les deux spationautes se sont pliés à la coutume en volant pour la première fois avec les pilotes de la formation acrobatique.



AGENDA

JUSQU'AU 3 JANVIER 2016

Exposition « Touché-coulé ! Les bateaux-jouets », au musée national de la Marine (Toulon).



13 AU 20 JUIN

91^e session du Conseil supérieur de la fonction militaire.

16 AU 20 JUIN

Salon Eurosatory, parc des expositions Paris-Nord Villepinte.

28/05 LA MISSION INNOVATION PARTICIPATIVE FÊTE SES 25 ANS



Depuis 1989, la Mission innovation participative apporte son soutien aux inventeurs des trois armées, de la gendarmerie nationale, du Service de santé des armées, de la Direction générale de l'armement et de tout autre organisme dépendant du ministère de la Défense. Cette année, le prix de l'Au-

dace a notamment récompensé les concepteurs du plasma lyophilisé (hautement conservable, vite reconstituable et compatible avec tous les groupes sanguins) et ceux de la Waterbelt, dispositif efficace et peu onéreux visant à atténuer les effets d'une détonation lors d'une opération de déminage.

15/05 KADER ARIF INAUGURE UNE EXPO SUR LA GUERRE 14-18 À ROLAND-GARROS



Kader Arif, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, et Jean Gachassin, président de la Fédération française de tennis (FFT), ont signé une convention d'intention au musée

de la FFT dans le cadre des commémorations de la Grande Guerre. À cette occasion, l'exposition intitulée « Lignes de front, le tennis en 14-18 », retraçant le parcours de joueurs de tennis dans la Grande Guerre, a été inaugurée.

16 JUIN-4 JUILLET

3^e édition des Rencontres militaires blessures et sports (Bourges).

19 JUIN

Colloque « Commémorer la Grande Guerre cent ans après : un regard international » (Goethe Institut, Paris 16^e).

06/05 DISSUASION : AUDITION DU CEMA À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées (Cema), a été auditionné à l'Assemblée nationale par la commission de la défense nationale et des forces armées sur la dissuasion. Soulignant l'évolution du contexte stratégique des cinquante dernières an-

nées, il a mis en avant l'aptitude de la France à adapter son outil de dissuasion en respectant toujours le principe de stricte suffisance et a souligné que le savoir-faire développé dans ce domaine conférerait à la France un niveau d'excellence sur la scène internationale.



23/05 FACEBOOK PARLONS DÉFENSE FUSIONNE AVEC LA PAGE DEFENSE.GOUV

Après plus de trois ans d'existence, la page Facebook Parlons Défense a fusionné avec son pendant Defense.gov. Dorénavant, les informations institutionnelles et celles destinées aux jeunes seront pré-

sentées sur l'unique page Defense.gov qui compte actuellement 45 000 fans. Les contenus consacrés à la jeunesse trouveront toute leur place sur ce support et élargissent ainsi leur visibilité.



21 AU 22 JUIN

Meeting des 80 ans de l'armée de l'Air, base aérienne 120 (Cazaux).

29 JUIN

Colloque « Les religions et les églises pendant la Grande Guerre » Hôtel de Ville de Paris (Paris 4^e).

RECONVERSION



MODE D'EMPLOI



Le nouveau Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale définit notre stratégie de défense et les missions que le pays assigne à ses armées dans le cadre de nos engagements européens et internationaux. Il fixe, pour remplir ces contrats opérationnels, un modèle d'armée dont découle celui des ressources humaines.

La loi de programmation militaire 2014-2019 traduit ces orientations dans un contexte budgétaire restreint. En ces temps où réduction d'effectifs, dépyramidage, meilleur équilibre entre populations militaire et civile et impératif de rajeunissement des forces armées caractérisent la manœuvre RH, la Défense s'attache à mettre en œuvre les dispositifs d'accompagnement les plus personnalisés possible pour chacun.

Ceux-ci s'articulent en deux volets : des mesures d'aide au départ et un accompagnement à travers un processus de reconversion.

En effet, la fonction reconversion est un des piliers incontournables de la politique de ressources humaines du ministère. Son efficacité, facteur d'attractivité et de fidélisation, participe au maintien de la logique de flux qui caractérise la gestion du personnel militaire.

La mise en œuvre de cette politique repose sur l'agence de reconversion de la Défense, Défense Mobilité, unique opérateur de la reconversion du ministère.

En 2014, le dispositif de reconversion a été renforcé et adapté aux enjeux de la nouvelle loi de programmation militaire. Il se caractérise par l'augmentation de la capacité d'accompagnement des officiers, le maintien de l'effort sur l'accompagnement et la formation professionnelle des sous-officiers et des militaires du rang; le renforcement de la mise en relation des candidats et des employeurs, en développant, notamment, le réseau des entreprises partenaires de la Défense; la sensibilisation de l'ensemble des acteurs économiques, en particulier les dirigeants d'entreprise, sur les possibilités qui leur sont offertes de recruter du personnel militaire. Défense Mobilité propose à chaque personnel qui entreprend une démarche de reconversion un suivi individuel, personnalisé, adapté et accessible jusqu'à trois ans après son départ de l'institution. Ce dossier vous présente toute l'offre d'accompagnement de Défense Mobilité.

**Jacques Feytis, directeur
des ressources humaines
du ministère de la Défense**

Le dispositif de reconversion

UN INTERLOCUTEUR UNIQUE AU SERVICE DES MILITAIRES, DES CIVILS ET DES FAMILLES : L'AGENCE DE RECONVERSION

Dans le cadre du dispositif des ressources humaines (RH) du ministère, l'Agence de reconversion de la Défense (ARD), dénommée également Défense Mobilité, constitue depuis 2009 le service ministériel unique d'accompagnement à la mobilité externe du personnel. Par son intermédiaire, les employeurs publics et privés qui souhaitent recruter d'anciens membres de l'institution ont accès à des profils ciblés et à un vivier de candidats formés, motivés et opérationnels, à travers un point d'accès unique et un seul interlocuteur.

UN PARCOURS DE RECONVERSION INDIVIDUALISÉ ET ADAPTÉ À CHACUN

L'ARD est compétente à l'égard de trois publics :

- Les militaires ou anciens militaires ayant quitté l'institution depuis moins de trois ans et préparant une reconversion.
- Les personnels civils de la Défense restructurés, en situation de réorientation professionnelle vers un emploi du secteur privé.
- Les conjoints des militaires, dans le cadre du processus interne de mobilité.

En plus de ses missions à caractère pérenne, l'Agence de reconversion de la Défense a la responsabilité, en lien étroit avec l'ensemble des armées, des directions et des services du ministère, d'accompagner les réorganisations de la Défense et les déflations d'effectifs qui y sont associées.

Se reconvertir les clés de la réussite

LES POINTS À RETENIR DU PARCOURS DE RECONVERSION

- Être l'acteur de sa reconversion.
- S'adresser aux professionnels de la reconversion du ministère de la Défense quelle que soit la date de son départ.
- Se faire accompagner pour mettre en avant ses compétences et définir sa stratégie d'accès à l'emploi.
- Bénéficier d'aides et de formations adaptées aux besoins de son projet professionnel.

LES POINTS FORTS DES MILITAIRES EN RECONVERSION

- Une capacité d'adaptation, une polyvalence et une compréhension de situation.
- Une volonté de s'investir et d'être opérationnel.
- Le respect de la rigueur, de la ponctualité et des contraintes.

LES POINTS DE VIGILANCE POUR LES MILITAIRES EN RECONVERSION

- Un engagement du début à la fin du parcours de reconversion.
- Une adéquation entre le projet professionnel et le bassin d'emploi souhaité.
- Une préparation indispensable à la réussite de sa reconversion dans le secteur privé ou public.

Guide pratique

TROIS ÉTAPES POUR MENER À BIEN SON PROJET

1 S'INFORMER

Un parcours de reconversion type est généralement organisé sur 12 mois, mais il est conseillé, dans la mesure du possible, de prendre contact avec Défense Mobilité 18 à 24 mois avant son départ de l'institution.

Néanmoins, quelle que soit la date de départ envisagée, il est possible de contacter un conseiller en emploi qui adaptera l'offre de service à la situation, au profil et aux aspirations du candidat à la reconversion.

2 DÉFINIR SON PROJET

Le conseiller en emploi référent établit avec chaque personne accompagnée un entretien diagnostique permettant de connaître ses compétences et ses aspirations. Il lui propose ensuite de bénéficier de prestations d'orientation individuelles ou collectives. Le conseiller transmet au candidat des conseils et des informations précises sur le monde de l'entreprise, ainsi que sur le secteur d'activité et le bassin d'emploi vers lequel il envisage de s'orienter.

3 METTRE EN ŒUVRE SON PROJET

Une fois son projet professionnel clairement défini et validé, le candidat met en œuvre sa stratégie de retour à l'emploi aidé par un chargé de relations entreprises.

À cet effet, il peut bénéficier d'une formation aux techniques de recherche d'emploi (CV, lettres de motivation et entretiens de recrutement) et de l'accès au réseau des entreprises partenaires de la Défense.



UN PARCOURS DE RECONVERSION INDIVIDUALISÉ ET ADAPTÉ À CHACUN

L'Agence de reconversion de la Défense propose un parcours et un suivi individualisé, personnalisé et adapté qui permet à chacun de développer le projet qui lui correspond. Pour sa deuxième carrière, chaque candidat porte un projet de reconversion unique fondé sur son expérience, ses compétences et ses aspirations. En lien direct avec le marché du travail et les besoins des employeurs publics et privés, l'objectif est d'accompagner le candidat dans la définition d'un projet professionnel réaliste et réalisable ayant pour finalité l'accès à l'emploi. Toutes les étapes du parcours de transition professionnelle sont coordonnées par **un conseiller en emploi référent**. Le candidat est également accompagné par **un chargé de relations entreprises** pour ses démarches de retour à l'emploi.



F. SEUROT@MARINE.NATIONALE



Interview du général (2S) Michel de Lisi, chef de la Mission de « Pour les officiers, l'emploi exi

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI EST-IL ACTUELLEMENT FAVORABLE AUX OFFICIERS ?

Le marché des cadres et des cadres supérieurs est très favorable aux officiers qui souhaitent mettre au service des entreprises les compétences et l'expérience acquises au sein de la Défense. En effet, le taux de chômage des cadres en France est aujourd'hui inférieur à 4 %.

Pour nos cadres, l'emploi existe mais il faut aller le chercher. Les statistiques montrent que les offres d'emploi publiques ne représentent en réalité que 15 à 20 % du besoin des entreprises. Pour l'essentiel, le marché de l'emploi est caché et une part importante du travail de l'officier en parcours de reconversion va constituer précisément à faire émerger cette offre qui reste dans l'ombre.

POURQUOI UN OUTIL SPÉCIFIQUE DE RECONVERSION POUR CETTE POPULATION ?

Les spécialistes constatent que le temps de repositionnement d'un cadre à mi-carrière est de l'ordre de 18 à 24 mois s'il ne bénéficie pas d'un soutien professionnel. En revanche, 80 % des candidats trouvent un emploi en moins de 12 mois avec un accompagnement expert.

C'est précisément pour permettre aux officiers de se reconvertir dans des laps de temps courts que la Mission de reconversion des officiers (MRO) a été créée. Celle-ci met en œuvre les techniques de reconversion les plus éprouvées, à l'instar des meilleurs cabinets privés de repositionnement professionnel, et elle fait appel à des conseillers formés et expérimentés.

QUELLES OPPORTUNITÉS PROFESSIONNELLES S'OFFRENT À EUX ?

Du fait de leur large expérience, les officiers ont l'occasion de saisir de nombreux postes. Ils peuvent rejoindre

LA MISSION DE RECONVERSION DES OFFICIERS

Pour faire face aux flux de départs importants d'officiers prévus par la loi de programmation militaire, le ministère de la Défense a mis en place au début de l'année la Mission de reconversion des officiers (MRO), adaptée à la fois à l'accompagnement des cadres et à la réalité d'un marché de l'emploi spécifique.

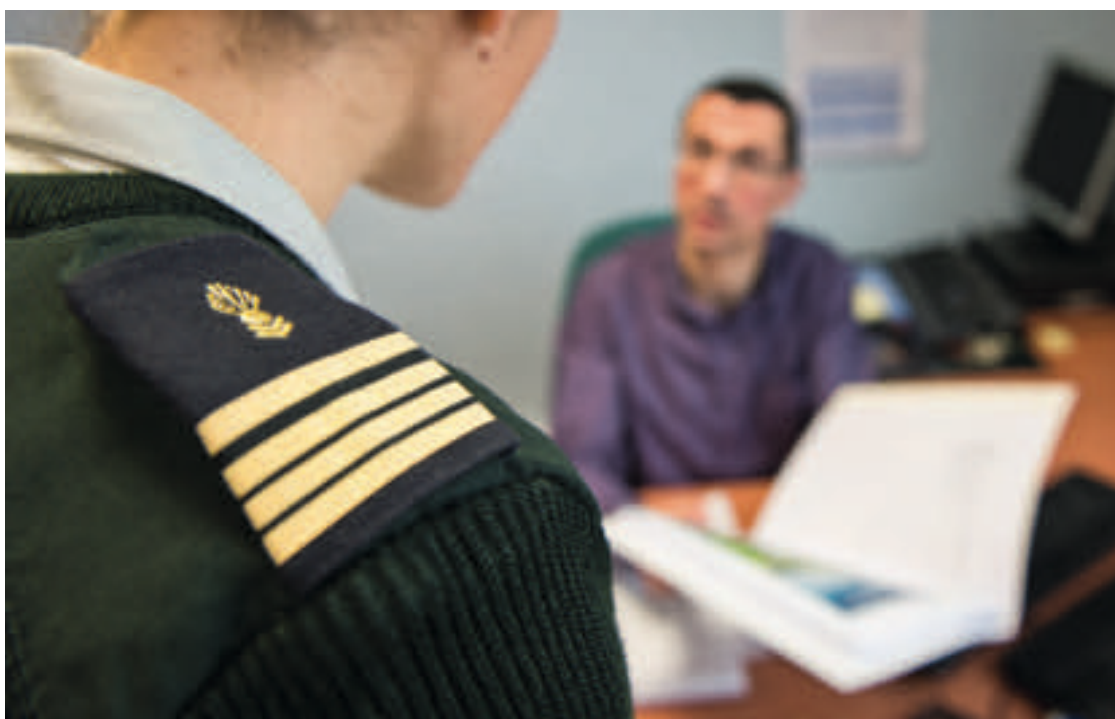
Cette structure s'adresse à tous les officiers afin de leur proposer un suivi adapté et personnalisé pour les accompagner vers un emploi en France ou à l'étranger. Les officiers engagés dans une démarche de reconversion peuvent ainsi accéder à des informations d'orientation spécifiques, puis à des prestations internalisées et externalisées leur permettant d'accéder à un emploi répondant à la fois à leur projet professionnel et aux besoins

des entreprises. Composante de l'Agence de reconversion de la Défense, la MRO est animée par des conseillers cadres, professionnels de la reconversion, qui font appel aux techniques les plus éprouvées du repositionnement professionnel.

Les parcours sont personnalisés pour chacun des candidats en fonction des dates effectives de départ et du degré de maturation des projets individuels. Les candidats peuvent bénéficier, durant leur parcours, des formations indispensables à la réalisation de leur projet professionnel. Les dossiers de demande sont établis avec l'aide des conseillers cadres. La réussite d'un parcours de reconversion repose sur la forte mobilisation personnelle de la personne en transition professionnelle.

reconversion des officiers (MRO)

ste mais il faut aller le chercher »



J. LEMPIINGECPAD

de grands groupes en France ou à l'étranger, mais les PME et les entreprises de taille intermédiaire sont des cibles à privilégier, car, en France, ces entreprises représentent quelque 80 % des emplois à pourvoir. Les PME apprécient tout particulièrement nos officiers, qui sont le plus souvent des managers polyvalents, très expérimentés en matière de gestion du stress et de l'incertitude, dans un environnement professionnel en restructuration permanente.

Sous certaines conditions, ils peuvent aussi rejoindre l'une des trois fonctions publiques.

Le secteur associatif n'est pas non plus à négliger. Celui-ci représente en France 10 % des emplois rémunérés. Là encore la polyvalence des officiers constitue assurément un véritable atout. Enfin, la Défense porte une attention toute particulière aux personnes qui vont créer

ou reprendre des entreprises, celles-ci étant potentiellement elles-mêmes créatrices d'emplois.

Y A-T-IL DES FREINS À CETTE RECONVERSION ?

Chez les officiers, il existe une certaine méconnaissance du secteur civil. On pourrait formuler celle-ci d'une manière imagée : ils sont d'excellents managers, mais ils doivent passer d'une logique de gestionnaire de centre de coûts à une logique de manager de centre de profits !

QUEL MESSAGE SOUHAITEZ FAIRE PASSER ?

Que les candidats au passage dans le civil n'aient pas d'inquiétude : grâce aux parcours de reconversion individualisés que nous proposons et aux techniques de repositionnement professionnel qu'ils vont acquérir, ils seront bien armés pour se rendre désirables auprès des recruteurs.

Boîte à outils : aides et congés de reconversion

Congé de reconversion : le sésame

Le congé de reconversion constitue une sécurité et un véritable sas pour faciliter l'insertion au sein de l'entreprise tout en restant sous statut militaire.

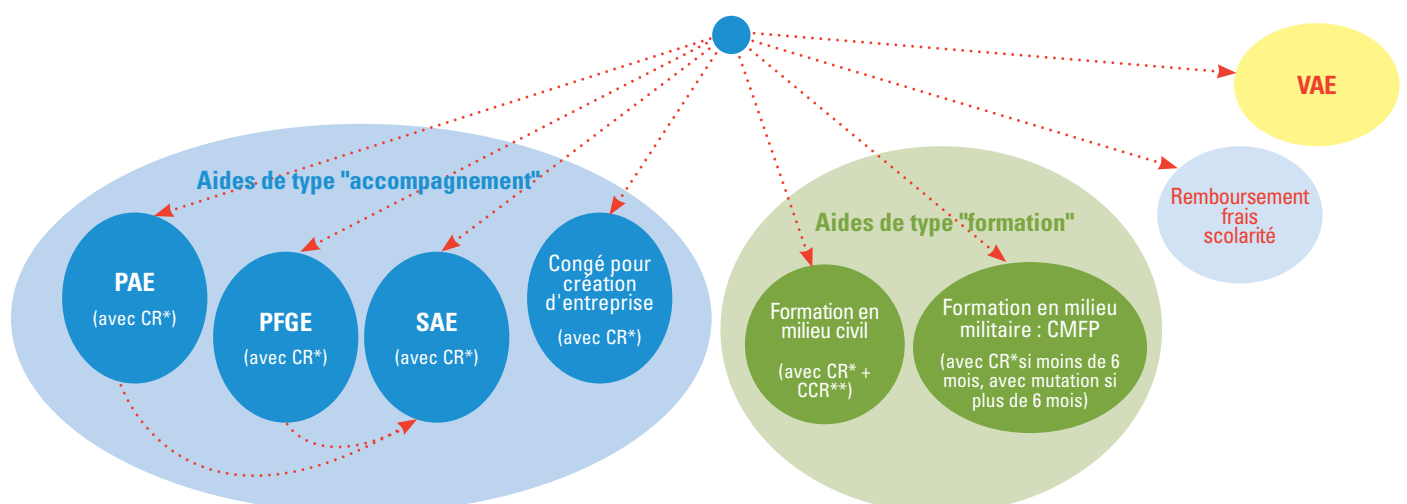
En lien avec le projet professionnel du candidat, il est attribué par le gestionnaire d'armées qui en détermine la durée, celle-ci pouvant aller jusqu'à 120 jours ouvrés. Durant cette période, le militaire reste en position d'activité et est soldé (solde brute) par la Défense.

Si la formation ou le stage excèdent ces 120 jours, le congé de reconversion peut être complété par un congé complé-

mentaire de reconversion d'une durée maximale de 6 mois. Pendant le congé complémentaire de reconversion, le candidat n'est plus en position d'activité mais perçoit sa solde brute.

Ainsi, au cours d'un congé de reconversion (ou d'un congé pour création et reprise d'entreprise, d'un congé de formation, d'un congé du personnel navigant ou d'un congé de restructuration) le candidat pourra accéder à des prestations lui permettant de renforcer sa connaissance du monde de l'emploi.

Les prestations proposées par Défense Mobilité



Aides d'accompagnement

Savoir mettre en valeur ses expériences

PAE

Période d'adaptation en entreprise

Elle permet au candidat d'exercer ses fonctions tout en se familiarisant avec le monde de l'entreprise. À l'issue de cette étape, celle-ci lui proposera un contrat de travail à durée indéterminée (CDI), ou à durée déterminée (CDD) d'au moins 6 mois.

PACRE

Prestation d'accompagnement du créateur ou du repreneur d'entreprise

Elle vise à faire accompagner le candidat par un cabinet prestataire externe en lui assurant un conseil et un suivi individuel dans le montage et la mise en œuvre de son projet de création ou de reprise d'entreprise.

PFGE

Période de formation gratuite en entreprise

Elle offre à la personne qualifiée de se former à un emploi aidé par un tuteur de formation désigné au sein de l'entreprise d'accueil. Elle peut être utilisée seule ou en complément d'une autre formation. Le candidat reste soldé par le ministère.

SAE

Session d'accompagnement vers l'entreprise

Elle donne la possibilité de définir une stratégie active de recherche d'emploi et consiste à accompagner le candidat dans sa mise en œuvre, pour un accès à l'emploi au plus tôt. La personne s'informe sur le marché de l'emploi de sa zone de prospection puis acquiert les techniques de recherche de travail. À l'issue de la session, elle est accompagnée par un chargé de relations entreprises dans la réalisation de son projet professionnel.

Aides de formation

Développer ses compétences

La formation professionnelle est un outil du retour à l'emploi pour les candidats ne disposant pas de compétences immédiatement transposables dans le monde de l'entreprise. Elle s'adresse à tous les militaires, de tous grades, et concerne l'ensemble des catégories des personnels. Elle permet de compléter son expérience et ses connaissances. Il convient d'anticiper les besoins en formation dans le cadre de sa reconversion.

L'offre de formation en milieu civil

Défense Mobilité accompagne vers l'emploi le personnel n'ayant pas de prérequis suffisant. Pour cela, l'agence du ministère développe une offre de formations professionnelles diplômantes et qualifiantes, permettant d'obtenir des titres professionnels ou autres diplômes et dont la seule finalité est de permettre la mise en œuvre d'un projet professionnel.

Quelle participation financière du ministère ?

Le coût de la formation professionnelle peut être pris en charge selon certains critères.

Le « remboursement des cycles d'enseignement » permet également, sous conditions, une prise en charge de la

formation, même après le départ des armées. Un « cycle d'enseignement » peut correspondre à une scolarité, à une formation et à une démarche de validation des acquis de l'expérience.

Les militaires qui ont suivi à leurs frais une formation dans les cinq ans précédant leur départ peuvent demander un remboursement à hauteur de 3000 euros.

Le Centre militaire de formation professionnelle (CMFP)

Le CMFP propose une formation professionnelle dispensée en partenariat avec l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes dans 44 métiers appartenant à sept domaines de formation : bâtiment, génie climatique, industrie, maintenance, réseaux sécurité, transport et logistique et enfin, tertiaire et services à la personne.

Fin 2014, une filière aéronautique ouvrira ses portes pour répondre aux besoins des métiers en tension.

L'année dernière, le Centre militaire de formation professionnelle a accueilli environ 1300 personnes. Près de 95 % des stagiaires ont décroché leur titre professionnel et 92 % d'entre eux ont trouvé un emploi dans les six mois suivant leur formation.

Officier supérieur VOTRE PARCOURS DE RECONVERSION TYPE

ÉTAPES	VOS RENDEZ VOUS CLÉS	DÉLAIS PRÉCONISÉS	EN CAS DE DÉPART SUR COURT PRÉAVIS
ÉTAPE 1 ORIENTATION - CHOIX DU PROJET PROFESSIONNEL	Séance d'information sur le monde de l'emploi civil et détermination du parcours	2 JOURS	SESSION D'ORIENTATION EXPRESS
	Séance d'orientation des officiers supérieurs (construction du projet professionnel)	3 X 2 JOURS	
ÉTAPE 2 MISE EN RELATION AVEC LES EMPLOYEURS	Accompagnement du projet (1 conseiller dédié)	3 À 9 MOIS	
	Ateliers métiers* Formations		
ÉTAPE 3 ACCÈS À L'EMPLOI	Accompagnement d'intégration	PENDANT 6 MOIS APRÈS LA PRISE DE FONCTION	ACCOMPAGNEMENT D'INTÉGRATION

*Ateliers métiers : Management de l'entreprise - Finances et droit du travail - Mobilisation des réseaux et des réseaux professionnels - etc.

Officier subalterne VOTRE PARCOURS DE RECONVERSION TYPE

ÉTAPES	VOS RENDEZ VOUS CLÉS	DÉLAIS PRÉCONISÉS	EN CAS DE DÉPART SUR COURT PRÉAVIS
ÉTAPE 1 ORIENTATION - CHOIX DU PROJET PROFESSIONNEL	Séance d'information	1/2 JOUR	ENTRETIEN BILAN ORIENTATION
	Séance d'orientation et session de techniques de recherche d'emploi (construction du projet professionnel)	2 X 3 JOURS	
ÉTAPE 2 MISE EN RELATION AVEC LES EMPLOYEURS	Accompagnement du projet (1 conseiller dédié)	3 À 9 MOIS	
	Formations*		
ÉTAPE 3 ACCÈS À L'EMPLOI	Accompagnement d'intégration	PENDANT 6 MOIS APRÈS LA PRISE DE FONCTION	ACCOMPAGNEMENT D'INTÉGRATION

*Selon les besoins de la mise en œuvre du projet professionnel

Paroles de reconvertis

Dans le secteur privé

JULIEN PETIT

Cet ancien sous-officier dans l'infanterie souhaitait devenir commercial.

« J'ai commencé comme soldat en mouvement ravitaillage, puis je me suis orienté vers la composante infanterie et j'ai gravi les échelons pour devenir sous-officier. Lorsque j'ai souhaité me reconverter, j'ai été suivi par une conseillère de Défense Mobilité qui m'a rassuré sur mon employabilité dans le civil. Elle m'a également conseillé et guidé à chaque étape. J'étais intéressé par la filière commerciale et j'ai donc réalisé un bilan de compétences. Titulaire du bac, je pouvais intégrer un BTS en première année. J'ai prospecté dans plusieurs centres de formation de ma région et j'ai ensuite soumis à ma conseillère les différents plans de formation proposés. Nous avons alors choisi ensemble l'établissement qui présentait le plan le plus en adéquation avec mes disponibilités. Je me suis engagé dans une année de BTS "négociation et relation client" à l'Ipac d'Albertville et j'ai également effectué un stage de formation chez Volkswagen. Maintenant, je suis

responsable suivi commercial chez Autobar, leader européen de la distribution automatique. Je suis en contrat à durée indéterminée et je dirige plusieurs personnes. »

JEAN-CHRISTOPHE THELLIER

Officier depuis 1981, il a choisi de faire le grand saut en 2012 pour créer sa propre entreprise à partir d'une idée d'exercice physique pour tous. « J'ai imaginé un parcours de santé compact suffisamment bien pensé pour qu'il soit utilisable par tout le monde. J'ai ensuite présenté mon projet innovant à Angers Technopole, ce qui m'a permis de bénéficier de la force de frappe de cette association et de celle de la chambre de commerce, ainsi que d'une aide financière conséquente. Ceci va lancer ma société avec de bonnes chances de réussite puisque mon idée a également été présentée à Paris à l'occasion du salon Eurosatory en 2012. »



©GO MOUV

Dans le secteur public

GWÉNOLÉE PRUVOT

Ancienne commissaire de l'Air, Gwénolée Pruvot est devenue administratrice civile grâce à un recrutement rendu possible par l'article L. 4139-2 du code de la Défense. Elle est

aujourd'hui en charge de la cellule « tutelle des établissements publics » à la direction générale de la prévention des risques au ministère de l'Écologie.

« J'avais envie de découvrir un autre monde professionnel ainsi que de nouvelles politiques publiques. Mes attentes ont été parfaitement satisfaites puisque, effectivement, à l'Écologie, les problématiques sont variées et assez différentes de celles de la Défense. Ma reconversion s'est



©ARD MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

parfaitement déroulée, car j'ai été très bien accueillie dans ma nouvelle direction. On m'a fait confiance rapidement sur les dossiers que j'avais à suivre. Je ne regrette absolument pas ce choix. »

GUILLAUME QUÉNET

Ancien officier de la cavalerie, Guillaume Quénet a intégré le corps préfectoral.

« Saint-Cyrien de formation, j'ai choisi l'arme blindée de cavalerie. Arrivé au grade de chef d'escadron, j'ai décidé de rejoindre le corps préfectoral, qui fait à la fois appel à vos qualités d'officier et vous ouvre également un horizon beaucoup plus large, puisque vous allez toucher à tous les sujets de société. Ce secteur offre donc une vraie diversité en même temps que des responsabilités immédiates, qui seront croissantes tout au long de la carrière. »

Les nouvelles mesures d'aide au départ

POUR LES MILITAIRES

Ces mesures s'adressent à certains officiers et sous-officiers des grades élevés. La première est la promotion fonctionnelle qui institue la possibilité de promouvoir, au vu de leurs mérites, de leur potentiel et de leurs compétences, certains militaires pour occuper une fonction déterminée sur une durée identifiée.

La deuxième est la pension afférente au grade supérieur. Cette disposition consiste à inciter certains militaires disposant d'un droit à pension à jouissance immédiate, et qui se trouvent à plus de cinq ans de leur limite d'âge, à quitter plus tôt l'institution militaire afin d'engager une seconde carrière dans le secteur privé, en échange d'une pension à liquidation immédiate revalorisée.

La troisième est le pécule d'incitation au départ dont peut bénéficier le militaire de carrière en position d'activité se trouvant à plus de trois ans de la limite d'âge de son grade, ou le militaire engagé en position d'activité rayé des contrôles avant quinze ans de service. Ces militaires peuvent ainsi, sur demande agréée par le ministre de la Défense, et dans la limite d'un contingent annuel fixé par arrêté de ce dernier, prétendre au versement d'un pécule modulable d'incitation au départ.

Enfin, la rénovation du dispositif de disponibilité permet aux officiers de carrière qui auront effectué plus de dix-sept années de service, dont six en qualité d'officier, d'être placés dans cette position de non-activité, sur demande agréée et dans le respect d'un contingent pour une durée de cinq ans non renouvelable, afin de faciliter leur reconversion.

Ces mesures sont exclusives l'une de l'autre.

POUR LES CIVILS

En ce qui concerne les civils, un plan d'accompagnement des restructurations similaire au dispositif utilisé lors de la précédente loi de programmation militaire est prorogé. Ce plan vise à favoriser la mobilité interne au sein du ministère et vers les autres fonctions publiques, avec pour priorité la recherche de solutions individualisées tenant compte des attentes et des contraintes de chaque personnel. Un dispositif incitatif aux départs volontaires reposant sur des aides est également disponible : indemnité de départ volontaire (IDV), allocation chômage pour les ouvriers de l'État quittant l'administration avec une IDV pour une durée maximale de trois ans, indemnisation de la mobilité des agents que la restructuration de leur organisme d'emploi oblige à une mutation géographique.



Validation des acquis de l'expérience

capitaliser sur son savoir-faire

Chaque militaire dispose de compétences et d'expériences sur lesquelles il doit capitaliser pour sa reconversion. Afin d'obtenir une qualification, deux solutions existent : suivre une formation ou demander la reconnaissance de son parcours. La validation des acquis de l'expérience (VAE) permet d'obtenir cette certification.

LES RAISONS QUI MOTIVENT CETTE DÉMARCHÉ

Le candidat souhaite évoluer dans son emploi ou redynamiser sa carrière. Il peut également vouloir s'inscrire à un concours de la fonction publique pour lequel la détention d'un niveau minimal de certification est requise. La VAE repose sur une démarche volontaire, individuelle et ouverte à tous, quels que soient la formation et le niveau de qualification professionnelle. Pour engager une démarche de VAE, il n'y a aucune condition d'âge ou de statut.

LES QUATRE ÉTAPES D'UNE DÉMARCHÉ DE VAE

Elles se résument à : information, recevabilité, présentation de l'expérience et validation.

Le candidat à une VAE peut s'informer auprès des échelons de proximité de l'Agence de reconversion de la Défense. Pour déposer sa demande, l'intéressé adresse un dossier de recevabilité auprès du certificateur choisi qui lui notifie la décision.

Une fois déclaré recevable, le candidat constitue un dossier de présentation de l'expérience. Celui-ci sera examiné par un jury, qui procède à son évaluation avant de décider d'attribuer tout ou partie du diplôme. En cas de validation partielle, le candidat dispose de cinq ans pour compléter ses acquis et finaliser sa démarche.

Attention, l'instruction d'un dossier dure de 12 à 24 mois

L'OFFRE DE CERTIFICATION PROFESSIONNELLE DE LA DÉFENSE

Le ministère propose 43 certifications professionnelles, sur 167 potentielles, d'ores et déjà enregistrées au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP),



DF

24 autres sont actuellement en cours d'instruction ou de saisie. L'objectif est de valoriser le parcours professionnel et de favoriser la transition en facilitant la lisibilité des compétences et des métiers.

LES MAÎTRES MOTS DE L'OFFRE

- **Pertinence** : opportunité de la demande, détermination des besoins en qualifications du marché du travail, cible professionnelle au ministère de la Défense et hors du ministère.

- **Insertion professionnelle** : employabilité au sein du ministère, reclassement des titulaires dans le civil.

- **Accès à la VAE** : une validation des acquis de l'expérience qui soit opérationnelle et conforme aux besoins. L'offre de certification professionnelle du ministère de la Défense permet de valider des compétences, des métiers et des niveaux de qualification des personnels du ministère sur le marché de travail.

L'inscription de ces formations au RNCP vaut reconnaissance nationale.

Accéder à la fonction publique



R. SENOUSSE@DICOD

La reconversion dans la fonction publique se prépare comme celle dans le secteur privé.

Pour identifier la procédure la plus adaptée à la réalisation du projet professionnel vers la fonction publique, le candidat travaille avec l'aide de son conseiller en emploi une fois son projet professionnel clairement défini.

Quelle que soit la procédure mise en œuvre, des prestations d'accompagnement peuvent lui être proposées : une aide à la rédaction de curriculum vitae et de lettres de motivation ainsi que la préparation à l'entretien de recrutement. Cinq procédures de recrutement permettent aux militaires en reconversion d'accéder à un emploi dans l'une des trois fonctions publiques (État, territoriale, hospitalière).

Deux modes de recrutement sont destinés aux militaires, les trois autres sont des procédures de droit commun. Dans chaque pôle Défense Mobilité, des conseillers en emploi ainsi que des référents « fonction publique » sont à la disposition des candidats pour les accompagner et les aider à élaborer leur projet de mobilité.

DÉTACHEMENT-INTÉGRATION (ARTICLE L. 4139-2 DU CODE DE LA DÉFENSE)

Cet article permet d'accéder à un emploi de titulaire dans la fonction publique après un an de détachement.

Conditions de candidature : accès réservé aux militaires en activité sous conditions d'ancienneté, au moins 10 ans (ou 15 ans dont 5 en qualité d'officier pour les anciens sous-officiers). Toutes les catégories de postes sont accessibles avec ce recrutement : C, B, A et encadrement supérieur.

Modalités d'intégration : les candidats sélectionnés effectuent deux mois de stage probatoire dans leur administration d'accueil, puis un détachement d'une année renouvelable et sont intégrés à l'issue du détachement, sauf si l'intégration n'est pas souhaitée par l'administration d'accueil.

Pour la fonction publique d'État, des fiches de poste sont diffusées par les administrations et le candidat postule pour un ou plusieurs corps (ex. secrétaire administratif) sans connaître le lieu d'affectation ni le type de mission. Les recrutements sont effectués dans le cadre d'un dispositif de présélection sur dossier puis de sélection à l'issue d'un entretien avec le recruteur public. Le recrutement s'effectue une fois par an pour toutes les administrations de l'État (sauf campagne complémentaire).

Pour les fonctions publiques territoriale (communes, départements, régions) et hospitalière, le candidat se positionne sur un poste précis (exemple : rédacteur territorial) par des recherches personnelles. Un conseiller placement peut également l'aider dans sa prospection. Les recrutements sont effectués tout au long de l'année.

LES EMPLOIS RÉSERVÉS

(ARTICLE L. 4139-3 DU CODE DE LA DÉFENSE)

La procédure repose sur une logique de sélection directe sur compétences (pas de fiches de postes diffusées par les administrations comme dans la procédure L. 4139-2). Le candidat élabore avec son conseiller un « passeport professionnel » qui lui permet de mettre en évidence ses qualifications et les acquis de son expérience professionnelle. Ce document, une fois validé par l'Agence de reconversion de la Défense, permet l'inscription sur des listes d'aptitudes consultables sur le site internet dédié (www.emplois-reserves.defense.gouv.fr). Les candidats peuvent opter pour un recrutement uniquement dans certaines régions les deux premières années, ou sur l'ensemble du territoire national au cours des trois années d'inscription. Une partie des postes vacants des administrations est pourvue par la procédure des emplois réservés.

Conditions de candidature : recrutement ouvert à tous les militaires dès quatre ans d'ancienneté, hormis les officiers de carrière et les militaires commissionnés. On ne peut recourir à cette procédure qu'une seule fois. Ce recrutement permet d'accéder uniquement aux emplois de catégorie B et C des trois fonctions publiques. Les militaires radiés des cadres ou rayés des contrôles depuis moins de trois ans peuvent également postuler aux emplois réservés.

Modalités d'accès et d'intégration : le candidat (encore en activité) fait une demande d'agrément auprès de son gestionnaire d'armée. S'il l'obtient, cet agrément est valable trois ans. Le militaire d'active est détaché la première année en prenant en compte l'indice détenu, puis titularisé avec reprise partielle de son ancienneté variant selon la catégorie. Le militaire rayé des contrôles effectue

une première année comme fonctionnaire stagiaire, avec reprise d'ancienneté d'années de service variant selon la catégorie mais dès la nomination. Cette procédure induit donc une perte de revenus pouvant être conséquente, notamment entre le détachement et l'intégration.

Les listes d'aptitudes permettent aux employeurs de la fonction publique d'État d'opérer leur propre sélection parmi les candidats. Un quota de 10 % des recrutements par corps est fixé réglementairement au profit du recrutement en emplois réservés. En revanche, celui-ci n'existe pas pour les fonctions publiques territoriale et hospitalière, il appartient alors aux intéressés de démarcher ces administrations, avec le soutien des conseillers de l'ARD, pour trouver un poste.

LES TROIS VOIES D'ACCÈS DE DROIT COMMUN

Concours (L. 4139-1 du code de la Défense) : pour les militaires, inscriptions aux concours internes possibles dès quatre ans d'ancienneté. Le calendrier et le type d'épreuves sont accessibles sur internet : www.concours.fonction-publique.gouv.fr.

Détachement (L. 4138-8 du code de la Défense) : les administrations peuvent accueillir des militaires pour une durée déterminée. Pendant le détachement, le militaire conserve le même déroulement de carrière. Il est rémunéré par l'administration d'accueil.

Recrutement par un contrat de droit public : la durée des contrats est limitée au maximum à trois ans, renouvelable une fois pour cette période maximale. Après six ans, l'administration doit proposer un CDI si elle souhaite renouveler le contrat.

PARCOURS DÉFENSE ENTREPRENEURS

Afin d'optimiser les dispositifs d'accompagnement des militaires à la reconversion, notamment les officiers, le ministère de la Défense organise une action commune avec le Mouvement des entreprises de France (Medef), qui sera porté par Défense Mobilité, l'agence de reconversion de la Défense.

En s'appuyant sur le comité de liaison Défense-Medef et sur sa direction « entreprises et sociétés », il s'agit d'organiser un échange concret entre des chefs d'entreprise (créateurs de leur propre société) et des officiers potentiellement intéressés par

un projet de création ou de reprise d'entreprise. Lancé officiellement le 5 juin, l'échange repose sur un « binôme » de 20 chefs d'entreprise avec des officiers et consiste en une immersion réciproque de courte durée dans chacun des milieux, à des fins de découverte et de connaissance mutuelle. Au-delà de cet échange il s'agit surtout de promouvoir l'esprit de rapprochement et de coopération entre l'entreprise et la Défense pour les officiers envisageant, dans le cadre d'une reconversion, la création ou la reprise d'entreprise.

Grande Guerre

L'héritage

Naissance des premières escadrilles et de nouvelles unités, adoption de devises ou d'insignes... La guerre 14-18 a profondément marqué l'histoire et les traditions des armées françaises. Aujourd'hui encore, les valeurs et l'esprit de corps nés durant ce conflit sont bien présents et toujours à l'honneur.



Les traditions s'apparentent à un corps vivant. Elles naissent, se nourrissent, se patinent au contact de figures emblématiques ou au gré d'événements marquants. Certaines s'étiolent et disparaissent. D'autres s'inscrivent durablement dans l'histoire des sociétés ou institutions dont elles forment le ciment et irriguent les comportements. Elles ne consistent pas à refaire ce que d'autres ont fait, mais à comprendre et faire vivre l'esprit qui les avait amenées à faire ces grandes choses. Dans ce registre, la Première Guerre mondiale, fait récent à l'échelle de l'histoire militaire française, constitue une matrice importante tant elle a imprimé de pratiques et de symboles dans les armées. C'est bien de cela dont il s'agissait lors de la cérémonie du 12 avril dernier sur base aérienne 188 de

Djibouti au cours de laquelle l'escadron de transport 88 Larzac a repris les traditions de deux escadrilles créées en 1916 : la BR 117 et la BR 120. Les aviateurs de cette unité porteront désormais la fourragère aux couleurs du ruban de la Croix de guerre 1914-1918, symbole des actions d'éclat des premiers héros du combat aérien.

Combats aériens légendaires et naissance d'une armée

La Grande Guerre a laissé des marques profondes dans les traditions militaires, donnant même naissance à une nouvelle armée, celle de l'Air. Composante de l'armée de Terre au même titre que la cavalerie ou l'infanterie, la toute jeune aviation gagne en effet ses lettres de noblesse entre 1914 et 1918 lors de combats aériens légendaires. En 1933, elle devient une armée à part

entière. Aujourd'hui, il est traditionnel de baptiser de nouvelles escadrilles du nom de celles nées durant la Première Guerre mondiale.

Cet héritage de 14-18 marque également l'armée de Terre de nombreuses manières. Durant ce conflit, seules les pièces lourdes telles que le canon portaient le prénom ou désignaient une femme (Lisette, Simone, La Mouquère, L'Africaine...). Cette tradition s'étend aujourd'hui aux matériels majeurs comme les véhicules lourds blindés ou ceux d'observation d'artillerie. Les devises de certains régiments datent aussi de cette époque. Ainsi le régiment d'infanterie de chars de marine, décoré de la croix de la Légion d'honneur pour s'être distingué en 1916 lors de la reprise du fort de Douaumont, a alors adopté pour formule : « *Il revient immortel de la grande bataille.* »

Le 501^e régiment de chars de combat de Mourmelon a quant à lui été créé le 20 mai 1918. Il est né d'un groupement de chars qui, le 16 avril 1917, mène la première offensive blindée de l'histoire militaire. Le chef d'escadron Bossut, qui commandait alors le groupement de chars, a instauré un cri traditionnel toujours en vigueur au régiment : « *Rick, rick, rick de rick* ». Sur son étendard, décoré de la Croix de guerre 1914-1918, le 501 porte les inscriptions Aisne 1918, Soissonnais 1918, Champagne 1918, Belgique 1918.

Fortune ailée et roue dentée

Entité créée par Napoléon en 1807, l'arme du train voit son insigne modifié à cause de la Première Guerre mondiale. À la veille du conflit, l'armée française compte moins de 200 automobiles. Le 2 août 1914 est créé le service automobile des armées. Le chemin de fer est lent et ne permet pas de livrer au plus près des champs de bataille. L'automobile prend donc le relais entre les gares et les centres de ravitaillement. Deux ans plus tard, alors que la bataille de Verdun fait rage, 3500 camions transportant jusqu'à 2 millions de tonnes ■■■



Été 1918. Le lieutenant Lemaitre, pilote et commandant de l'escadrille BR 120, et l'adjudant Roussel, observateur, posent devant leur avion décoré de l'insigne de la BR 120 : une croix de Lorraine bleue sur un triangle rouge avec une bande à chevrons rouges et jaunes.

©ECPAD

■ ■ ■ (matériels, vivres, munitions, hommes...) empruntent, durant dix mois, la « Voie sacrée ». Au fil du conflit, le service automobile s'est développé, totalisant plus de 90 000 véhicules en 1918. Un an après l'armistice, il fusionne avec l'arme du train et des équipages militaires, qui, en 1928, simplifiera son nom en « arme du train ». Après guerre, la Fortune ailée, déesse de la mobilité qui orne l'insigne de l'arme du train, est complétée par une roue dentée symbolisant la motorisation. Depuis 1931, chaque tringlot porte cet insigne de béret.

Dixmude, navire français et... ville belge à protéger

Au sein de la Marine nationale aussi, la Première Guerre mondiale reste bien présente. Le bâtiment de projection et de commandement *Dixmude*, l'un des fleurons de la flotte française actuelle, tire ainsi son nom d'une ville belge qui, en 1914, devait être protégée de l'invasion allemande pendant « la course à la mer ». Durant dix jours, les fusiliers marins français ont défendu ce bourg au corps à corps. En 1915, alors que les marins ne possèdent



© MARINE NATIONALE

pas de drapeau, le président de la République Raymond Poincaré en remet un à la brigade de fusiliers marins pour les récompenser de leur dévouement. Cet étendard, conservé à l'École des fusiliers marins de Lorient, porte entre autres

la Croix de guerre 14-18 avec six palmes. Cette année, à l'occasion du centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, une cérémonie se déroulera à Dixmude, en présence des fusiliers marins, rendant ainsi hommage à leurs camarades morts au combat.

La Grande Guerre a permis aux militaires de développer des valeurs comme le respect et l'esprit de corps (naissance d'insignes militaires, création de différents chants...) et d'ancrer des traditions. Elle a également modifié les marques de distinctions honorifiques. Dès juillet 1915, face au choc des pertes élevées, la notion de « mort pour la patrie » laisse place à celle de « mort pour la France » comme récompense morale.

Cette dimension honorifique est aujourd'hui présente au sein de la Défense à travers les fourragères, les médailles, les citations ou encore les étendards. Quatre ans de conflit auront changé le visage des armées françaises. Celles-ci continuent de porter, dans leurs traditions, le souvenir de celle qui devait être la Der des ders.

Flora Cantin

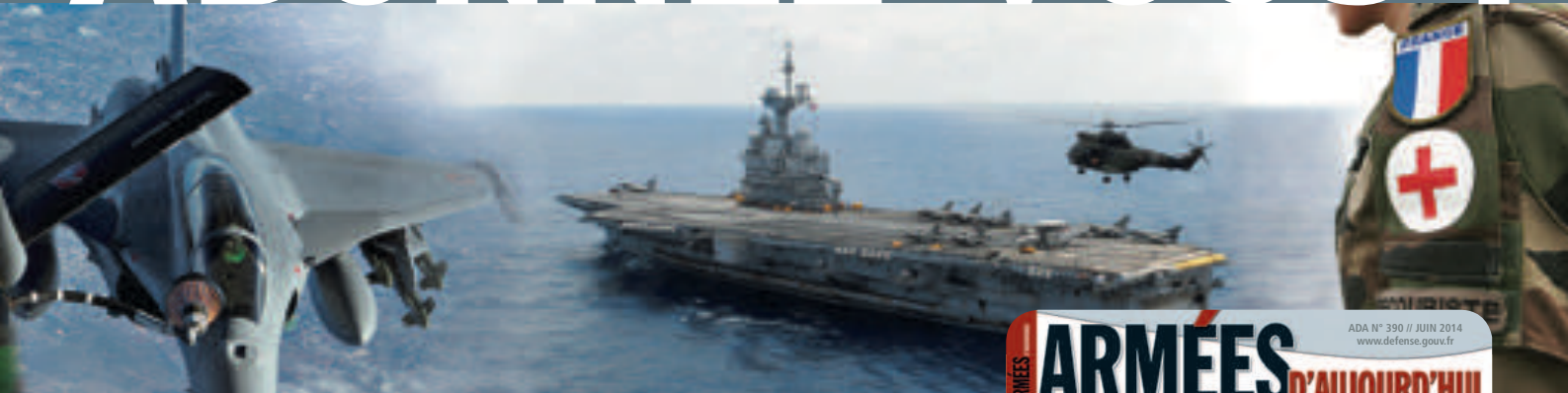
Ci-dessus : Le drapeau des fusiliers marins, conservé à Lorient, porte décorations, fourragères et les noms des onze batailles où se sont illustrés les fusiliers pendant les deux guerres mondiales.

Ci-contre : en avril dernier, à Djibouti, cérémonie de remise des fanions des escadrilles de la Grande Guerre BR 117 et BR 120 à l'escadron de transport Larzac 1/88.



H. RECEVEUR@ARMÉE DE L'AIR

Pour être au cœur de la défense, ABONNEZ-VOUS !



Abonnement	Public			Spécial*		
	France	Dom/Com par avion	Étranger par avion	France	Dom/Com par avion	Étranger par avion
1 an (10 n ^{os})	20€	30€	35€	15€	25€	30€
2 ans (20 n ^{os})	35€	55€	65€	25€	45€	55€

*Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Chaque mois, **découvrez nos forces en action**, les enjeux de notre **stratégie de défense**, les facettes de l'industrie et des **technologies de l'armement**. Participez aux débats des armées et **renforcez votre culture militaire**. Avec ses **68 pages** et sa **version online**, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.



BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

Normal Spécial* France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route de Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : reception-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/03/1978.



LA 3 SOUS LE SIGNE DE LA VICTOIRE De la 3^e DIA à la 3^e BM, 1943-2013

Trois croissants tricolores surmontés de la victoire ailée de Constantine, telle est l'insigne de la 3^e division d'infanterie algérienne créée par le général de Monsabert en 1943. À l'occasion du 70^e anniversaire de la Libération, cet ouvrage signé du colonel Paul Gaujac, spécialiste de l'armée d'Afrique, présente l'histoire de la « 3 » de la Tunisie (1943) au Mali (2013) en passant par l'Italie, la libération de la Provence, l'Allemagne, la guerre froide et les opérations extérieures. En format italien, richement illustré par une abondante cartographie et des photos souvent inédites tirées de collections privées, ce livre très documenté ravira les connaisseurs et permettra aux plus jeunes d'appréhender de façon très pédagogique l'histoire de l'actuelle 3^e brigade légère blindée.

Paul Gaujac, Histoire et collections, 320 p., 49,95 € (en coffret cartonné) ou 29,95 € (reliure souple)

ATTENTION : CYBER ! Vers le combat cyber-électronique

Description synthétique du combat cyber-électronique, mise en perspective historique et prospective concrète, *Attention : Cyber !* n'est pas un ouvrage réservé aux seuls spécialistes. Avec ce livre généraliste, le colonel Bonnemaïson et le lieutenant-colonel Dossé souhaitent démontrer l'importance de ce domaine et de la guerre électronique dans les conflits d'aujourd'hui et la nécessité d'une cyberdéfense performante. « *Les télécommunications puis l'informatique ont révolutionné l'art de la guerre. Le cyber s'impose à présent comme un cinquième milieu de confrontation, après la terre, la mer, l'air et l'espace. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire l'impasse dessus parce que, dans ce cas, nous sommes sûrs de perdre le combat de demain.* »



Aymeric Bonnemaïson et Stéphane Dossé éd. Economica 224 p., 27 €



LE COMMANDO KIEFFER, Les 177 Français du D-Day

Le 6 juin 1944, 177 Français débarquent en Normandie, sur la plage de Colleville-sur-Orne, au lieu-dit La Brèche, près de Ouistreham. Tous appartiennent au 1^{er} bataillon de fusiliers marins commandos du capitaine de corvette Philippe Kieffer. Malgré de lourdes pertes, le commando investit son premier objectif, l'ex-casino de Riva Bella, avant de rejoindre les parachutistes britanniques qui ont pris Pegasus Bridge (pont de Bénouville). Qui étaient ces 177 ? Quels furent leurs exploits ? Le journaliste Jean-Marc Tanguy a retrouvé les derniers survivants du commando Kieffer. Ce livre, qui mêle confidences, récits de guerre et biographies, leur rend un touchant hommage.

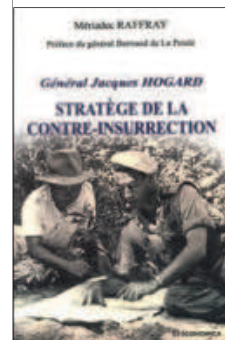
Jean-Marc Tanguy, coédité par les éditions Albin Michel et le ministère de la Défense, 192 p., 29 €

LE GÉNÉRAL DE CASTELNAU (1851-1944), Le soldat, l'homme, le chrétien



Fin août 1914, grâce aux victoires des Charmes et du Grand-Couronné, le général de Castelnau a enrayé, au nord de Nancy, l'avance allemande à l'est du front. Conçu comme un album de famille, cet ouvrage – qui n'est pas tout à fait une biographie, mais plutôt un beau livre d'images commentées – dresse un portrait vivant de cet artisan majeur de la victoire de 1918. Fervent catholique attaché à son terroir, le Rouergue, où vivaient déjà ses ancêtres à l'époque médiévale, Castelnau est lancé dans la guerre de 1870 l'année de ses 20 ans, alors qu'il sort de Saint-Cyr. Alors que la promotion 2011-2014 de Saint-Cyr a pris pour nom « De Castelnau », l'ouvrage de l'historien Patrick de Gmeline présente les nombreuses archives familiales, souvent inédites, du « sauveur de Nancy ».

Patrick de Gmeline, Éd. Charles Hérissey, 247 p., 45 €



GÉNÉRAL JACQUES HOGARD, STRATÈGE DE LA CONTRE-INSURRECTION

Vétéran de la campagne de France et des guerres d'Indochine et d'Algérie, Jacques Hogard fut l'un des théoriciens de ce qui deviendra dans les années 1950 « l'école française de guerre antissubversive ». Ses travaux se sont nourris de l'expérience de toute une génération de jeunes officiers qui, de 1945 à 1962, a combattu un type d'ennemi toujours mobile, se dissimulant dans les populations et préférant au combat frontal le harcèlement. Un temps oubliées, ses réflexions stratégiques sont aujourd'hui relues à l'aune des conflits en Afghanistan et en Afrique subsaharienne. Le journaliste Mériadec Raffray, historien de formation, détaille dans cet ouvrage les grands principes de cette stratégie dont le fil directeur est la connaissance intime des ressorts psychologiques de l'ennemi et la désorganisation de son enracinement local.

Mériadec Raffray, éd. Economica, 128 p., 19 €